



Les populations locales face aux normes d'aménagement forestier en Afrique de l'Ouest. Mise en débat à partir du cas du Burkina Faso et du Mali

Denis Gautier, Albert Compaoré

► To cite this version:

Denis Gautier, Albert Compaoré. Les populations locales face aux normes d'aménagement forestier en Afrique de l'Ouest. Mise en débat à partir du cas du Burkina Faso et du Mali. 2006, pp.63. hal-00824214

HAL Id: hal-00824214

<https://hal.science/hal-00824214>

Submitted on 21 May 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les populations locales face aux normes d'aménagement forestier en Afrique de l'Ouest

Mise en débat à partir du cas du Burkina Faso et du Mali



Denis GAUTIER (CIRAD) et Albert COMPAORE (APEX)

(Etude réalisée sur financement du World Resources Institute)

Décembre 2006

Table des matières

Table des matières	1
Synthèse	2
1. Contexte et justification de l'étude (rappel des TDR)	4
2. Méthode	4
3. Résultats	7
3.1. Les normes et leurs applications	7
3.1.1. Types de domaines forestiers et régimes applicables.....	7
3.1.1.1. <i>Le régime applicable aux forêts classées (forêts domaniales)</i>	8
3.1.1.2. <i>Le régime applicable au domaine protégé</i>	12
3.1.2. De l'effectivité des normes de gestion et d'aménagement.....	14
3.2. La professionnalisation de la filière	18
3.3. Les tendances fortes	22
4. Les recommandations	24
4.1. La question du contrôle	24
4.2. La question de l'organisation spatiale de l'exploitation	27
4.2. Davantage laisser agir les lois du marché	28
4.3. Transférer toutes les compétences aux collectivités décentralisées	30
4.4. Sortir du dogme pour innover.....	32
BIBLIOGRAPHIE.....	34

Synthèse

Alors que les pays sahéliens ont adopté depuis plus 10 ans des approches participatives associant les populations rurales à la gestion des ressources forestières collectives, ces populations ne se sont que rarement appropriées de cette gestion et exploitent la savane de façon non durable. Pour expliquer cette timide implication de ces populations, une hypothèse est qu'elles sont fragilisées dans leurs pratiques de gestion par les lobbies des grossistes-transporteurs qui leur dictent leurs choix et par des services forestiers trop répressifs, imposant des normes de gestion auxquelles ils ne se soumettent pas eux-mêmes.

Ce rapport met cette hypothèse en débat. Une quarantaine d'entretiens ont été conduits au Burkina et au Mali avec des acteurs qui interviennent dans la gestion des ressources naturelles renouvelables, soit en tant qu'encadrants soit en tant qu'exploitants ou commerçants. Ces entretiens valident l'hypothèse selon laquelle les populations locales sont rarement maîtresses de la gestion des ressources de leurs territoires, malgré les transferts de responsabilité en cours qui devraient pourtant les placer au centre de cette gestion. Elles ont le plus souvent saisi les opportunités économiques qu'offraient ces transferts, particulièrement au Mali où le concept de marché rural de bois a été généralisé, mais elles n'en ont pas pris véritablement les responsabilités. Il y a beaucoup d'attentisme chez ces populations et parfois un brin de nostalgie du temps où elles étaient davantage « encadrées ». Ce manque d'engagement leur est-il pour autant imputable ? Entre des Etats centraux qui ne se résolvent pas à perdre la main sur la gestion des ressources naturelles et des grossistes qui restent maîtres du commerce, même s'ils gagnent moins qu'avant, les populations locales ne sont pas perçues et ne se perçoivent pas elles-mêmes comme gestionnaires de leurs richesses.

Le rapport propose plusieurs pistes de réflexion pour renforcer la position des populations locales vis-à-vis des services techniques et des commerçants et de les placer dans un cercle vertueux de gestion durable.

Tout d'abord, et tout le monde s'accorde sur ce point, même si c'est pour des raisons différentes, rien de durable ne pourra être entrepris sans un contrôle efficace. Celui-ci doit permettre de réprimer ceux qui exploitent la ressource de façon non durable, mais aussi ceux qui se rendent complice de ces exploitations illicites voire les favorisent. Il doit également permettre, bien plus que ce n'est le cas actuellement, de récompenser ceux qui gèrent durablement les ressources et de leur envoyer des

signes de reconnaissance de la société. Ce qui est proposé est donc un contrôle plus efficace et plus juste.

Une seconde proposition est de soumettre davantage les filières aux lois du marché, tout en gardant le principe de favoriser la gestion durable (par des allègements fiscaux ou autre).

Une troisième piste de réflexion concerne la privatisation partielle de la ressource. On peut penser notamment que la responsabilisation d'un plus faible de nombre d'acteurs, via des concessions et/ou une décentralisation effective, permettrait un meilleur pilotage des filières.

Le quatrième axe de réflexion concerne l'accomplissement des processus de décentralisation.. Dans les deux pays ces derniers ne sont qu'en partie effectifs ce qui entraîne une situation de flou institutionnel dans laquelle personne ne se sent vraiment responsable de la gestion.

Enfin, il est proposé que les services d'appui aux transferts de gestion tentent de sortir des dogmes tant d'aménagement que de gestion pour innover, en élargissant les bénéfices qui peuvent être tirés d'un espace de savane à d'autres produits que le bois énergie et en proposant des normes plus souples.

1. Contexte et justification de l'étude (rappel des TDR)

Les termes de références de la mission sont relatifs à une inquiétude, formulée par le WRI, selon laquelle les populations rurales ont rarement les mêmes droits en matière d'exploitation forestière et de commercialisation des produits forestiers que les gouvernements centraux ou les concessionnaires privés. Ce traitement inégal, en défaveur des populations locales, opérerait aux différents niveaux de la chaîne, du droit d'accès aux espaces forestiers à la vente du bois aux consommateurs urbains, en passant par les standards de gestion et d'exploitation, et la commercialisation qui serait aux mains des urbains. L'hypothèse centrale du WRI est que ce traitement inéquitable trouve sa source dans la conception des politiques forestières et dans une mise en œuvre à deux vitesses qui empêche les populations rurales de véritablement tirer profit des ressources forestières de leur territoire et de rentrer dans le cercle vertueux du développement durable.

Pour mettre en débat cette hypothèse et formuler des recommandations qui permettent de rendre plus équitables les droits et les devoirs des différents acteurs des filières de commercialisation des ressources naturelles renouvelables, et en particulier d'assurer aux populations locales des revenus soutenus et durables, les termes de référence du WRI proposent, dans une comparaison entre le Mali et le Burkina Faso, de renseigner les facteurs clés de la mise en œuvre des politiques forestières et de considérer s'ils s'appliquent inéquitablement.

2. Méthode

La préparation de la mission de terrain (p.m. : 7 jours au Mali, 7 jours au Burkina) a ainsi consisté à recenser tous les documents scientifiques et de littérature grise susceptibles de nous fournir matière à réflexion (voir bibliographie en annexe). Ils n'ont cependant pas le même statut. Si les papiers scientifiques produisent des éléments d'analyse critique sur les principes d'aménagement et d'exploitation des espaces pour la production forestière ainsi que sur ceux opérant dans leur commercialisation, en revanche, les documents de la littérature grise - expertises et travaux d'étudiants-, remettent rarement en cause les principes canoniques du projet

évalué, se contentant le plus souvent de proposer des améliorations qui ne touchent pas ou peu aux problèmes de fond.

Sans rentrer dans les détails de ces points qui seront développés ci-après au cours du rapport, on peut brièvement relever trois de ces problèmes de fond, qui sont sous-tendus aux concernés du WRI : les questions du contrôle des règles d'aménagement, mais surtout de la commercialisation ; le poids peut-être trop important des lobbies commerçants urbains dans la filière ; l'incomplétude des transferts de compétence qui ne permet pas aux populations locales de se responsabiliser totalement. Sans être négligés, ces problèmes n'apparaissent souvent qu'en filigrane dans les rapports de projets qui préféreront recommander des améliorations réalisables par le projet, à son échelle temporelle, sans attendre des bouleversements au niveau du contrôle forestier ou une accélération des processus de décentralisation sur lesquels ils sont de peu de poids.

Il convient toutefois de noter que si les articles scientifiques peuvent être impertinents et sont plus libres de pointer les dysfonctionnements principaux des systèmes en place, ils les quantifient rarement, faute de données consistantes sur ces points. Il est par exemple à peu près admis qu'un contrôle insatisfaisant des coupes et de la commercialisation du bois favorisent l'incontrôlé et l'illégal et pénalise *a contrario* la bonne gestion. Mais comment quantifier l'ampleur du phénomène et de ses conséquences pour la gestion durable quand ceux qui sont chargés du contrôle en dévient les règles ? Ce problème est de nature si complexe et délicate que les écrits se contentent généralement de le pointer sans rentrer dans des recommandations qui pourraient apparaître comme des mises en accusation frontale des gouvernements et de leurs services.

Pour ce rapport, la comparaison entre deux pays permet d'éviter quelque peu cette difficulté « diplomatique » en traitant les problèmes de fond et les possibilités de les résoudre de manière suffisamment générale pour que les acteurs qui contribuent à dévoyer les systèmes de bonne gestion puissent éventuellement se remettre en question sans se sentir explicitement accusés.

La courte période de terrain dévolue à la mission (15 jours) incite en tout état de cause à la modestie. Elle n'a pas permis de produire des données fondamentalement nouvelles qui permettraient de combler des vides de connaissance : quelles sont les surfaces réellement aménagées, et parmi elles, celles dont le plan d'aménagement

est suivi ? Quelle est la part du bois « durable » dans le commerce ? Quelle est la part des taxes occultes qui biaisent les systèmes de taxation forestière, limitent les rentrées d'argent qui pourraient être réinjectées dans des aménagements et modifient la redistribution des revenus dans la filière ? En plus de celui qui perçoit ces taxes occultes, qui en bénéficie au sein de la filière ? Ces questions ne sont pas nouvelles mais demeurent sans réponse satisfaisante. Elles pourraient trouver un début d'élucidation grâce à des recherches approfondies mais rien ne pourra se savoir sans la collaboration active et volontariste des gouvernements à la fois centraux et décentralisés.

Si cette mission ne s'est pas donnée la tâche ambitieuse et irréaliste de mesurer le poids des inéquités entre les différents acteurs de la chaîne, entre les populations locales, les commerçants et les services de l'Etat, ou même entre ceux qui tentent de respecter les principes de gestion durable et les autres, elle a par contre l'ambition de pointer du doigt les sources de ces inégalités et de générer un débat autour d'elles.

Pour ce faire, notre démarche a consisté à établir un mémo à partir des termes de référence, et à tenter d'y répondre point par point dans le temps qui nous était imparti, mais sans que cela constitue pour autant la trame d'un questionnaire qui serait soumis de bout en bout à chaque interlocuteur rencontré. Dans la mesure où c'est davantage la compréhension des processus en jeu que nous recherchions que leur quantification, nous avons tenté de rencontrer le maximum de personnes qui nous semblaient avoir un point de vue averti sur la dynamique de la filière bois et les inéquités entre les acteurs qui la composent, en nous octroyant la possibilité d'appuyer au cours de l'entretien sur tel ou tel point en fonction de ce que nous savions antérieurement à la mission ou à ce que nous avons appris au cours de la mission. Des interviews se sont ainsi rajoutées, chemin faisant, à nos programmes initiaux, parce qu'il est apparu qu'il serait intéressant de connaître des avis contradictoires les uns des autres (voir la synthèse des rencontres en annexe).

Outre la toile de fond des interviews que constituait le mémo, une technique que nous avons régulièrement utilisée était d'orienter la discussion en formulant des hypothèses visant à faire réagir notre interlocuteur. Ces hypothèses avaient deux vocations : d'une part affiner nos connaissances en prêchant parfois le faux pour savoir le vrai, d'autre part tester la pertinence de possibles recommandations.

3. Résultats

3.1. Les normes et leurs applications

3.1.1. Types de domaines forestiers et régimes applicables

Au Burkina, comme au Mali, les textes de lois offrent définissent une grande variété de domaines forestiers qui vont du domaine classé de l'Etat au domaine privé, en passant par les domaines des collectivités décentralisées et le domaine protégé. Des modalités de gestion sont prévues pour chacun de ces domaines ainsi que le montrent les tableaux suivants, sachant que dans les deux pays, au regard de la loi, toute exploitation de massifs forestiers est soumise en principe à un plan d'aménagement¹ et toute coupe de bois à un permis de coupe.

Tableau 1. Domaines forestiers au Mali et modalités de gestion prévues (Nouvellet, 2002)

Type de forêt	Gestion	Exploitation	Documents
Domaniale	En régie	Contrôlée	PA + PG + CG
Domaniale	Participative	Contrôlée	PA + PG + CG
Communale	Participative	Contrôlée	PA + PG + CG
Communale	En régie	Contrôlée	PA + PG + CG
Privée	Privée	Inexistence de taxe	Garantie de la protection
Domaine protégé (non immatriculé, non classé)	Participative	Orienté	PG
Domaine protégé (non Immatriculé, non classé)	Participative	Exploitation contrôlée	PA + PG
Domaine protégé (non Immatriculé, non classé)	Permis de coupe (grossistes-transporteurs et bûcherons indépendants)	Incontrôlé	Permis de coupe

Avec PA : Plan d'Aménagement ; PG : Plan de Gestion ; CG : contrat de gestion

¹ Dans le cas du Mali, la réforme forestière de 1995 comporte à ce sujet des contradictions, certains textes de loi soumettant toute exploitation à un aménagement préalable mais d'autres autorisant la coupe en tout lieu par simple achat de permis

Tableau 2. Domaines forestiers au Burkina Faso et modalités de gestion prévues (cette étude)

Type de forêt	Gestion	Exploitation	Documents
Domaniale	En régie	Contrôlée	PA + PG + CG
Domaniale	Concession	Contrôlée	PA + PG + CG
Communale	En régie	Contrôlée	PA + PG + CG
Communale	Concession	Contrôlée	PA + PG + CG
Privée	Privée	Inexistence de taxe	Garantie de la protection
Domaine protégé (non immatriculé, non classé)	Participative (Groupements de Gestion Forestière)	Contrôlé	PA et PG
Domaine protégé (non Immatriculé, non classé)	Permis de coupe (grossistes-transporteurs et bûcherons indépendants)	Semi-contrôlée (police forestière)	Permis de coupe

Avec PA : Plan d'Aménagement ; PG : Plan de Gestion ; CG : contrat de gestion

Dans la pratique, la diversité des domaines forestiers possibles n'est pas si importante. Même si les lois des deux pays rendent possible l'immatriculation de domaines au nom des collectivités territoriales, depuis 1996 pour le Mali [RDM, 1995a, b, 1996c] et 2006 pour le Burkina, ce type de forêts n'existe encore que sur le papier.

Les forêts privées étant encore très marginales et limitées à des surfaces réduites, les deux types de forêts les plus représentées sont le domaine classé de l'Etat et le domaine protégé.

Concernant les modes de gestion, l'exploitation en régie a disparu des deux pays au début des années 1990, au moment où les services de l'Etat ont été mis à mal par les plans d'ajustement structurel et qu'en même temps un vent de démocratie et de gestion participative soufflait sur l'Afrique de l'Ouest, apportant les germes de la décentralisation et du transfert de gestion.

3.1.1.1. Le régime applicable aux forêts classées (forêts domaniales)

En 2006, les domaines classés ne sont plus exploités par les services de l'Etat mais par les populations riveraines qui ont été progressivement impliquées dans la gestion puis l'exploitation, l'Etat restant maître de l'aménagement des forêts et du contrôle

de leur exploitation, d'une manière dont il convient de discuter. Les modalités de participation des villageois varient légèrement entre les deux pays et entre les grands domaines forestiers de ces pays, mais il existe des grandes tendances historiques communes.

Au Mali, deux grands projets sont illustratifs de cette évolution : l'OAPF devenu UGF, puis PGDF pour les forêts classées autour de la ville de Bamako (la Faya, Sousan, Mandingues) et le projet BIT Kita autour de la ville de Kita.

Les forêts classées autour de Bamako, constituées sous l'Etat colonial, ont été l'objet d'un projet d'aménagement financé par la Banque Mondiale et la Coopération Française dès 1972 : l'Opération Aménagement et Production Forestière (OAPF). Ces forêts représentent 135.000 ha². En 1996, la dynamique de la décentralisation pousse les services forestiers à davantage impliquer les populations rurales dans la gestion et l'exploitation des forêts qui demeurent les plus symboliques de leur profession. Le projet UGF débute ainsi en 1996, pour une première phase qui durera jusqu'en 2000. Les 3 forêts impliquées sont divisées en Domaine d'Intervention Forestier (DIF) dont l'exploitation est confiée à des coopératives, elles-mêmes issues de villages riverains. L'exploitation y est soumise à un plan d'aménagement et au respect de quotas annuel. Le maître d'oeuvre de ce projet UGF a été un bureau d'étude privé qui a réalisé l'aménagement. De fait, les services forestiers ont progressivement restreint leur action à de la supervision et à du contrôle. Ces forêts désormais situées dans la zone périurbaine de Bamako représentent des enjeux énormes : réserves foncières, réserves d'emplois, réserves de produits forestiers et qualité et en abondance. Ces enjeux ont inéluctablement entraîné des dérapages dans la conduite des opérations. La fin de la première phase du projet en 2000 a laissé place à une période de flou pendant laquelle les standards de gestion n'ont pas été suivis au bénéfice immédiat de tout le monde et pendant laquelle les forêts classées ont été les principales pourvoyeuses de bois de Bamako. Les abus ont été visibles au point que la Direction régionale basée à Koulikoro a été conduite à rompre les contrats de gestion avec les coopératives villageoises. Il n'en demeure pas moins que, logique de projet oblige, après 4 ans de flou et de dérives plus ou moins contrôlées, une deuxième phase du projet UGF a démarré, sur les mêmes principes, avec le même bureau d'étude comme maître d'oeuvre et le même bailleur. Le contrôle a été renforcé, la ressource forestière est considérablement diminuée sans

² La forêt des Monts Mandingues représente 15.000 ha classés en 1939, la forêt de la Faya : 80.000 ha classés en 1943 ; et celle du Sousan : 40.000 ha classés en 1954.

avoir été véritablement renouvelée, mais les grands principes du projet sont restés les mêmes.

Le projet BIT Kita a quant à lui connu trois phases distinctes :

De 1989 à 1993, soit avant le renversement du régime de Moussa Traoré et les bouleversements de gouvernance qui s'en sont suivis, le projet a impliqué les populations riveraines des forêts classées de la région de Kita dans leur gestion, via des travaux à Haute Intensité de main d'œuvre : ouverture de pare-feux et plantations. Les tests de gestion participative ont débuté dès la fin de cette phase avec les coupes expérimentales.

De 1993 à 1998, le projet s'est fixé un nouvel objectif majeur qui était la production de revenus pour les populations locales. L'implication des villages riverains des forêts ne se limitait plus à une main d'œuvre employée à besoin par les services forestiers, mais pouvait prendre la forme d'associations auxquelles les services forestiers octroyaient des contrats d'exploitation sous quota. Les réseaux de communication n'étant pas développés dans cette région reculée du Mali, les associations villageoises pouvaient acquérir des charrettes en échange de travaux sylvicoles et d'aménagement.

Entre temps, la méthodologie des marchés ruraux de bois a été développée par la Stratégie Energie Domestique autour de Bamako et ce développement est rentré en synergie avec l'évolution du projet BIT Kita. Les contrats d'aménagement et d'approvisionnement forestier passés avec les associations villageoises sont devenus des contrats de gestion. C'est à cette époque que d'autres villages que les villages riverains des forêts classées ont été impliqués pour exploiter dans le domaine protégé, sous aménagement.

La dernière phase enfin, de 1998 à 2004, a consisté en une consolidation des marchés ruraux de bois, gérés par des associations qui ont été converties en coopératives, elles-mêmes organisées en unions qui se sont dotées d'une cellule technique.

Ce qui est intéressant dans l'histoire de ce projet, c'est que le fait technique a toujours prédominé sur les dynamiques socio-économiques. L'activité des populations a été encadrée dans des plans d'aménagement et de gestion dirigée par les services

forestiers et contractualisée à l'année. Bien qu'aujourd'hui arrêté, ce projet est érigé en modèle par les organismes en charge de la gestion des ressources forestières. Pourtant, son audace doit être relativisée par le fait que la région est peu peuplée, que les ressources forestières sont encore abondantes et qu'il y est relativement aisé de rester dans une logique d'encadrement des populations dans l'application plus ou moins stricte d'un plan d'aménagement. Il n'en demeure pas moins que ce projet est symptomatique de la progressive implication des populations locales dans une logique de forestiers.

En dehors de ces deux grands projets, il convient de noter qu'au Mali, seule une dizaine de forêts ont été aménagées sur les 119 qui sont classées du domaine de l'Etat. Et si, comme c'est aussi le cas au Burkina, les aménagements ont progressivement intégré des bouts de forêts du domaine protégé, l'essentiel des enjeux forestiers concernent le domaine protégé.

En revanche, au Burkina Faso, l'aménagement et l'exploitation des forêts classées, via la notion de « chantiers », demeurent une priorité et concentre l'essentiel des projets forestiers, constituant une vraie spécificité régionale du Burkina.

La gestion forestière au Burkina Faso a connu une évolution progressive en trois étapes qui peuvent être succinctement décrites comme suit :

A l'époque coloniale, c'est le fameux décret du 4 juillet 1935 qui a ouvert la voie à une intervention vigoureuse du colonisateur et qui a ainsi permis de constituer de grands domaines classés, soustraits de l'emprise des populations autochtones et destinés à la protection du climat, la conservation de la biodiversité et la satisfaction des besoins en produits forestiers, notamment du bois de feu.

Après les indépendances, la politique protectionniste instaurée par le colonisateur fut poursuivie jusqu'au début des années 70 années marquées par une grave sécheresse dont les effets catastrophiques ont poussé les autorités à adopter une politique plus active en faveur du développement des ressources forestières : ce fut l'ère des plantations à grande échelle pour « satisfaire les besoins en bois de feu et de service et lutter contre la désertification ». Faisant le constat de l'échec de cette politique qui privilégiait l'action de l'Etat, l'approche participative fut introduite à la fin des années 70 pour donner naissance au grand programme de foresterie communautaire dénommé « Bois de villages ». Si ce programme a ouvert effectivement la voie à une

gestion participative des forêts, il avait malheureusement accordé peu d'importance aux forêts naturelles.

C'est ainsi qu'au début des années 80 naquit le programme d'aménagement des forêts naturelles. Expérimenté à partir de 1986, ce programme constitue de nos jours, l'axe stratégique majeur de la politique nationale en matière de développement des ressources forestières. Cette nouvelle approche repose sur un partenariat entre l'Etat, qui assure son rôle régalien, les populations locales organisées au sein de groupements de gestion forestière et qui jouent le rôle essentiel de protection et de production, les grossistes-transporteurs et les détaillants, qui assurent le transport et la distribution du bois de feu. Cette option s'est révélée porteuse d'espoir non seulement dans une production forestière diversifiée (bois de feu, bois de service, bois d'œuvre et les nombreux produits forestiers non ligneux) mais aussi, pour la conservation de la biodiversité et le maintien de l'équilibre écologique d'une manière générale.

3.1.1.2. Le régime applicable au domaine protégé

Au Burkina, la loi veut que toute coupe du bois dans le domaine protégé de l'Etat en vue de sa commercialisation soit assujettie à un plan d'aménagement. Les zones non aménagées, c'est-à-dire une grande partie des surfaces qui alimentent les villes, ne peuvent en principe être l'objet que de récolte de bois mort. Compte tenu de l'importance de la demande des villes, à laquelle ne répondent qu'en partie les « chantiers », et de la raréfaction du bois mort dans les savanes périphériques de la ville, il est cependant probable que de nombreuses coupes aient lieu dans le domaine protégé non aménagé, pour des défriches agricoles et/ou pour la vente de bois.

Au Mali, l'exploitation commerciale du bois a longtemps été le fait de commerçants urbains qui, sous condition de s'acquitter de permis de coupe et de circulation auprès de l'administration forestière centrale, pouvaient aller couper du bois dans des lieux du domaine protégé que leur désignait l'administration. Les populations riveraines des surfaces exploitées n'étaient pas concertées et les commerçants venaient avec leurs équipes de bûcherons.

Cette situation a radicalement changé, du moins dans un premier temps, pour deux raisons essentielles : les mouvements sociaux qui ont suivi le renversement de Moussa Traoré en 1991 ont notamment visé l'administration forestière, seul « corps habillé » de l'Etat central en milieu rural ; les réformes décentralisatrices lancées dans le milieu des années 90 ont redonné du pouvoir aux ruraux sur les ressources de leurs territoires.

Lancée à partir de 1995, une réforme de la législation forestière a été mise en place par l'intermédiaire de la Stratégie Energie Domestique (SED), un projet financé en grande partie par la Banque Mondiale et qui durera jusqu'en 2002. Le point fort de cette réforme est le transfert de responsabilité de gestion des ressources forestières de l'Etat aux populations locales. Ce transfert a été réalisé via le concept de marché rural de bois qui regroupe à la fois l'idée d'un lieu de vente, d'un espace délimité pour l'exploitation du bois et d'une association villageoise de bûcherons avec laquelle l'Etat passe un agrément.

Cet agrément a pu recouvrir plusieurs modalités suivant le niveau d'aménagement : « contrôlé » ou « orienté ». Les marchés contrôlés étaient alimentés par des espaces aménagés suivant des plans établis sur une dizaine d'année avec 2 à 3 séries d'exploitation de 3-4 ans, sur la base d'inventaire forestiers et de calcul de productivité. Les plans ont en principe été prudents, n'autorisant une exploitation que de 75% de la productivité annuelle. Dans certains cas, l'espace d'exploitation qui a été l'objet de l'agrément avec les associations de bûcherons n'a été que délimité, son aménagement étant différé pour laisser aux populations le temps de se professionnaliser. Les marchés étaient alors dit « orientés », c'est-à-dire sur la voie de l'aménagement et de la gestion durable.

Ces marchés contrôlés et orientés ont été choisis en fonction de schémas directeurs d'aménagement des bassins d'approvisionnement des villes, qui prenaient en compte non seulement les potentialités écologiques des espaces désignés à la coupe, mais aussi la situation des villages et les capacités de leurs habitants à s'inscrire dans une filière professionnalisée.

Il est toutefois important de noter que ces marchés et leurs espaces délimités -et dans certains cas aménagés-, ne couvrent pas la totalité du bassin d'approvisionnement. Entre les marchés, il y a des interstices non aménagés du domaine protégé, où la coupe peut éventuellement se faire sous permis (on parle

alors de domaine « incontrôlé ») mais peut également s'effectuer de façon « illégale », au risque d'une amende.

A travers cette brève histoire de l'aménagement des forêts, se dégagent ainsi les deux options qui ont été principalement retenues par les deux pays pour organiser l'approvisionnement du pays, et particulièrement des centres urbains, en bois-énergie : l'exploitation des forêts classées sous aménagement par les populations riveraines des forêts ; et l'exploitation du domaine protégé par des permis de coupe délivrés à des individus ou à des associations ou coopératives. Ces deux options existent dans les deux pays. La première a été plutôt développée au Burkina, via la notion de « chantiers », mais se retrouve aussi au Mali dans des projets similaires aux chantiers type BIT Kita ou PGDF ; la deuxième a été organisée à grande échelle au Mali via la notion de marché rural de bois, mais elle existe également au Burkina dans la province du Nord. Si la demande en bois énergie est peut-être plus forte au Mali, du fait de la croissance urbaine, et la ressource sous aménagement moindre qu'au Burkina, poussant le gouvernement malien à pousser l'avantage de la démocratisation en « libéralisant » la coupe de bois, cette option est aussi en germe au Burkina, avec le lancement de la démocratisation.

Dans les deux pays, le niveau des recettes forestières (issues des permis) est très en deçà du niveau de consommation des villes. On peut donc supposer qu'une grande partie des coupes se font de manière incontrôlée, à la fois dans des espaces non aménagés, et par des personnes non agréées. On peut alors s'interroger sur la portée réelle des normes d'aménagement dans les différentes situations d'aménagement.

3.1.2. De l'effectivité des normes de gestion et d'aménagement

Relativement à l'hypothèse initiale du WRI, il est important de noter qu'il n'existe quasiment plus aujourd'hui de normes d'aménagement dont l'application serait plus sévère pour les populations locales que pour les services forestiers. *De facto*, ces deux grands types d'acteurs de la filière bois-énergie n'assurent plus les mêmes fonctions : les services forestiers des deux pays restent « maîtres » du contrôle de l'exploitation et, dans une certaine mesure, de son organisation *via* des plans d'aménagement et des permis de coupe; les populations rurales et urbaines assurent

l'exploitation et la commercialisation du bois, sous le contrôle des services forestiers... ou dans son contournement.

Il convient d'ajouter que la tendance dans les deux pays est à la délégation de l'évaluation de la ressource et de la mise au point des plans d'aménagement et de gestion. En particulier au Mali, que ce soit pour le domaine protégé ou classé, les services forestiers n'élaborent plus de plan d'aménagement. Depuis le milieu des années 1990, ils délèguent cette charge à des projets (Stratégie Energie Domestique, BIT Kita, PGDF 3^{ème} région entre autres) et désormais à une agence parapublique, l'AMADER, qui elle-même passe des marchés avec des bureaux d'étude.

Jusqu'à tout récemment les actions des bureaux d'étude se limitaient à la mobilisation des populations locales et l'élaboration des plans d'aménagement, mais pas de leur suivi. Et c'est un véritable problème.

Qui est aujourd'hui comptable au Mali de l'application des normes d'aménagement et de l'application des principes de gestion durable de la ressource ?

Ce ne sont pas les bureaux d'étude et les opérateurs qu'ils ont contractualisés, puisque leur prestation n'est pas assujettie à une réussite de long terme. La logique de « projet » a conduit au fait que des contrats soient successivement passés, de façon dégroupée, pour mettre en place des aménagements, puis pour les évaluer, parfois pour les réhabiliter, ou pour en faire de nouveaux. Non seulement ces contrats correspondent à des prestations ponctuelles, mais ils sont souvent passés avec les quelques bureaux d'étude compétents de la place, qui se retrouvent *de facto* à la fois juge et partie. On touche là aux limites de la logique « projet » qui est peu compatible avec la vision de long terme qui devrait prévaloir à la mise en place d'un système de gestion « durable ».

Ce ne sont pas non plus les pouvoirs décentralisés qui sont au Mali comptables de l'application des normes d'aménagement. Ils ont été mis en place récemment (première élection communale au Mali en 1999), mais surtout ils ont très peu de pouvoir en matière de GRN, dans la mesure où il n'y a pas eu de dévolution de domaine foncier et surtout pas de transfert de compétence en la matière. Même si des projets de coopération comme le PACT-GTZ ou l'Intercoopération suisse anticipent sur la montée en puissance probable des pouvoirs décentralisés dans la gestion des RN, ceux-ci n'ont pas encore le pouvoir de faire appliquer des règles de

gestion. Si des forêts du domaine communal venaient à être créées comme la loi le permet, les autorités communales joueraient un rôle central dans leur gestion, mais pour ce qui est de l'application des normes dans le domaine protégé de l'Etat, la place des communes reste à trouver.

Les pouvoirs « coutumiers » villageois sont davantage impliqués dans le contrôle de l'accès aux ressources des territoires qu'ils ont en gestion. Cette implication concerne plus particulièrement deux points : l'attribution de terre et la gestion des conflits pour l'accès aux ressources. Pour ce qui concerne l'aménagement de l'espace proprement dit, leur rôle est assez flou, moins défini en tout cas qu'au Burkina Faso où l'importance des projets Gestion de Terroir a eu un impact indéniable sur la (re)prise en main par certaines autorités coutumières de la gestion de leur territoire. Dans la pratique, au Mali, il y a ce qui est dit et se colporte, et ce qui se fait. Lors des interviews avec les autorités d'un village, en séance ouverte comme c'est souvent le cas, elles prétendent souvent organiser l'accès à l'espace pour laisser se régénérer les ressources naturelles et pour le bien des générations futures. Ce discours peut-être notamment entendu dans les villages où ont été installés des marchés ruraux de bois. Quand elle existe, cette vision de la gestion de l'espace s'ancre cependant rarement dans un plan rigoureux. Les règles de gestion s'appliquent simplement davantage quand la terre ou les ressources se raréfient et que les « autochtones » rentrent en compétition pour leur appropriation avec des « allochtones »³, ce qui est un des effets de la « libéralisation » de la filière bois (appel de main d'œuvre, raréfaction des ressources). Les cas où les pouvoirs coutumiers stimulent voire appuient des règles d'aménagement sont rares, même en considérant que l'aménagement ne doit pas être compris dans un sens restrictif de forestiers héritiers de Colbert.

Les associations ou les coopératives de bûcherons seraient peut-être plus enclines à faire appliquer les règles de gestion à leurs adhérents. Elles ont été formées à ces principes. Elles ont signé un agrément pour une délégation de gestion d'un espace délimité selon des normes d'aménagement. Cela étant, du fait même de la manière dont elles ont été créées, c'est-à-dire un peu à la hâte par des opérateurs privés et le plus souvent en porte à faux par rapport aux institutions locales existantes, ces associations peinent à faire appliquer les normes à leurs adhérents... mais aussi à tous les gens qui se sont greffés à la marge de leur association. De l'aveu même des

³ Nous employons ces termes consacrés en anthropologie mais aussi dans le discours des autorités coutumières à dessein

responsables des associations en charge des marchés ruraux de bois : qui aurait le courage et l'audace d'interdire la coupe de bois à un proche des autorités coutumières ? Ce ne sont en tout cas pas les responsables d'association dont la légitimité est mal assurée, et dont l'intérêt est d'éviter les conflits au sein du village et de s'assurer l'appui des autorités coutumières en cas de conflits avec les voisins. Outre les nombreux passe-droits s'appuyant sur des principes de légitimité discutables, il est aussi difficile pour les responsables des associations de bûcherons de faire la police vis-à-vis des nécessiteux du village à qui personne ne prendrait le risque politique d'interdire l'accès à la ressource commune. Dans le meilleur des cas donc, les associations arrivent à faire respecter les règles d'aménagement forestier à leurs adhérents, mais elles ne sont pas bien placées pour faire respecter ces règles aux autres villageois.

Ce sont en fait les services forestiers déconcentrés qui seraient le mieux à même de faire respecter les normes d'aménagement dans le domaine protégé comme dans le domaine classé et il est raisonnable de penser que le processus de décentralisation renforcera leurs pouvoirs et leurs prérogatives en ce sens. Cela étant, les services forestiers peinent à faire leur mue et demeurent plein d'états d'âme. La direction nationale des Eaux et Forêts a été restructurée à partir de 1975 pour être rattachée à un ministère de l'environnement qui a duré 6 mois, puis au ministère du développement rural. C'est cependant surtout après la chute de l'ancien régime que l'administration forestière a été mise en question. Les agents forestiers ont été particulièrement visés par les jacqueries en 1991. Le fond forestier a été supprimé en 1993. La direction des ressources forestières, halieutiques et fauniques a été diluée dans 3 services en 1996. Le projet SED a pris en main la réforme de la législation forestière et a délégué les aménagements à des opérateurs privés. Certes le système de taxation mis en place à partir de 1996 prévoit que la majeure partie de cette taxe revienne à des travaux d'aménagement forestiers⁴, mais dans la pratique l'ensemble des taxes officiellement perçues remontent dans un premier temps à l'administration des impôts et son reversement n'est pas automatique.

En fait, seul le contrôle est véritablement resté une mission des services forestiers, mais avec des moyens qui se sont amoindries. Cela peut sembler paradoxal parce que la filière bois représente un volume économique croissant avec le nombre de consommateurs et avec le changement des habitudes de consommation du bois vers le charbon, donc en principe plus d'argent prélevé à la base et plus d'argent reversé

⁴ Selon la clé de répartition donnée dans un décret de 2004, 200 des 250 FCFA de taxe sur le stère de bois ou le sac de charbon reviennent à un « fonds d'aménagement »

par les services forestiers. Dans la pratique, cela ne semble pas être le cas et on ne peut que constater que le contrôle de l'application des normes d'aménagement n'a pas suivi l'extension massive de l'exploitation, se limitant pour sa majeure partie à un contrôle à l'entrée des villes et à quelques contrôles épars sur le terrain.

Au Burkina, dans les chantiers, les normes d'aménagement sont globalement respectées, avec l'existence d'un fond d'aménagement qui est directement réinvesti dans la gestion de la forêt où a été prélevée le bois et celui d'un fond de roulement qui permet d'entretenir une cellule technique garante de l'application des normes. Cette différence avec le Mali est notable, même si l'expérience du BIT Kita est sensiblement comparable. L'argent du bois ne se volatilise pas dans les sphères de l'Etat mais est réinvesti à sa source....

Cela étant, en dehors des chantiers aménagés, il existe un flou qui est encore plus important qu'au Mali puisqu'au Burkina il n'existe pas d'échelon intermédiaire entre l'aménagé et le non-aménagé, comme c'est le cas des marchés orientés au Mali. En dehors donc des chantiers aménagés qui ont de la peine à se développer à un rythme convenable, il faut bien faire l'hypothèse qu'une grande partie du bois qui rentre dans les grandes villes burkinabé provient de secteurs non aménagés qui sont supposés produire du bois non durable⁵.

3.2. La professionnalisation de la filière

Dans les deux pays, il existe une forte volonté de professionnaliser la filière bois-énergie, selon les mêmes principes d'une double professionnalisation de la production d'un côté et de la commercialisation de l'autre. Pour que les populations rurales tirent un meilleur parti de leurs activités de bûcheronnage, et y trouvent une motivation supplémentaire pour gérer durablement l'espace qu'ils ont en gestion, on pourrait penser subventionner des moyens de transport leur permettant de raccourcir la filière et d'aller au plus près du consommateur final. Cela ne rendrait pas forcément la filière plus efficace sur un plan économique, mais cela irait d'un le sens

⁵ Au Burkina Faso, pour produire du bois durable et répondre à la demande, il faudrait aménager plusieurs millions d'hectares selon les approches utilisées alors qu'actuellement à peine 330 000 sont aménagés, 110 000 sont en cours d'aménagement, 131 000 en instance d'être mise en aménagement et 200 000 autre en cours de négociation : le fossé semble encore loin d'être comblé. Quelles devraient donc être les meilleures options pour y parvenir ?

d'une plus grande équité des pouvoirs et d'un « empowerment » des populations locales. Ces principes sont évoqués, notamment dans le cas du BIT Kita au Mali ou des chantiers au Burkina Faso, mais sans grand succès, le lobby des grossistes-transporteurs étant trop puissants et les bûcherons encore trop pauvres et mal organisés.

La professionnalisation de la filière par secteurs d'activités est de toute façon communément admise par tous les acteurs avec qui nous avons pu discuter, que ce soit par commodité (pour les personnes en charge de l'administration de la filière) ou par fatalité (pour les bûcherons), et répond à une certaine rationalité économique.

L'essentiel de l'effort de professionnalisation dans les deux pays est mis sur les exploitants de bois. Il leur est offert des formations en aménagement des forêts, en techniques de coupe, de carbonisation. Il leur est inculqué les principes de l'enstérage pour faciliter le contrôle à la parcelle ou sur les aires de vente agréée.

Ce sont essentiellement les populations riveraines des forêts classées qui ont bénéficié dans les deux pays de ces efforts de professionnalisation, en participant aux activités auxquelles les services forestiers les conviaient avec une implication de plus en plus forte de ces populations dans la gestion et l'exploitation des forêts.

Cette professionnalisation a cependant également touché des bûcherons travaillant sur des espaces négociés dans le domaine protégé, ponctuellement au Burkina Faso et massivement au Mali. Elle s'est généralement appuyée sur une « tradition » de bûcheronnage, qui était bien souvent l'apanage de gens pauvres et/ou sans terre, le plus souvent hors lignages dominants des villages où ils se sont installés pour cette activité.

S'appuyant le plus souvent sur ces noyaux durs de gens qui avaient une connaissance du bois et une réputation, du fait souvent de leur caste, la professionnalisation s'est étendue à des cercles plus ouverts, impliquant des acteurs économiquement fragiles qui se sont formés sur le tas. La notion de « professionnalisation » de la partie offre de la filière bois a ainsi perdu de sa rigueur. Qui est actuellement « professionnel » du bois et qui ne l'est pas ? Celui qui a les « techniques » de production de « bois durable » ou celui qui, plus largement, vit de cette activité et paie éventuellement ses taxes d'abattage ?

Il est évident que le contrôle de la « profession » n'est pas à la mesure des enjeux économiques de la filière dans les deux pays. Toutefois, qui souhaite vraiment un contrôle rigoureux quand celui-ci éliminerait un grand nombre d'acteurs fragiles dont l'activité est tolérée parce que tout le monde admet, implicitement, qu'ils n'ont pas beaucoup d'autres choix.

Quand les gens des villages où existent des associations de producteurs de bois stigmatisent les « allochtones » qui sont selon eux responsables de la non application des principes de gestion durable, sous le regard approbateur des autorités locales en charge du contrôle, on touche cependant du doigt les limites de cette tolérance, qui aboutit finalement à déresponsabiliser les associations de l'aménagement et du contrôle de l'exploitation. Qui est professionnel ? Qui ne l'est pas ? Qui est responsable ? Qui ne l'est pas ?

La position la plus courante pour régler ce problème est de resserrer l'appartenance aux associations ou aux coopératives⁶ de bûcherons, ce qui conduit inévitablement à encarter leurs membres. Dans l'état actuel de la loi malienne (loi N°95-003 de 1995), il n'est pas nécessaire de se déclarer exploitant pour exploiter dans un secteur où on se serait acquitté des droits de coupe et de commercialisation. Cette loi a considérablement assoupli les conditions d'exploitation et un aspect positif est que celle-ci a été ouverte au plus grand nombre. Elle a permis de « démocratiser » la filière.

Dans le même temps, dans la mesure où les limites des espaces « contrôlés » sous aménagement villageois, celles des espaces « orientés » et celles de « l'incontrôlé » sont floues et mal connues, cette loi est porteuse de conflits de légitimité. On peut même considérer qu'elle met la réforme du transfert de responsabilité de gestion en danger : faut-il en effet accorder plus de légitimité à un urbain qui a les moyens de payer les taxes forestières qu'à des villageois peu solvables mais qui sont au plus près de la gestion de la ressource ? Cette loi est en train d'être révisée par l'Etat malien pour n'accorder le droit de coupe qu'à des professionnels recensés⁷.

⁶ Au Mali, une distinction est désormais faite entre « association » et « coopérative », cette dernière forme étant seule habilitée juridiquement à faire des bénéfices et étant donc la forme actuellement privilégiée par les gestionnaires. Ce n'est cependant pas le changement de statut juridique qui règle le problème de fond qui est celui du contrôle de l'activité des membres de ces groupements.

⁷ Cette révision devrait aller dans le sens du décret n°01-404/P-RM de septembre 2001 qui instaure une patente pour les professionnels du bois

Au Burkina le Décret 98-306⁸ datant du temps de la révolution jette les bases d'une certaine professionnalisation des acteurs de la filière. Ce texte subordonne l'exercice de la profession d'exploitant, de grossiste-transporteur et de détaillant, à l'obtention d'un agrément auprès des services compétents (généralement le service forestier). Le cas des groupements de gestion forestière organisés autour de l'aménagement et la gestion de massifs forestiers est spécifique car ils sont régis par la loi 014/99/AN⁹ et leur professionnalisation est dans une certaine mesure prévue par cette même loi. Dans le cadre de la stratégie de développement rural (SDR) adoptée en 2004, un axe important est réservé à la professionnalisation des acteurs des différentes filières agricoles. Mais le chemin est encore loin entre les intentions et la réalité du terrain. Toutefois, dans le cas des chantiers aménagés, la professionnalisation est recherchée à travers l'organe de gestion du chantier qu'est l'équipe technique, chargée à la fois des aspects techniques et de commercialisation. Le cas du chantier de Kassou au Burkina Faso, où le chef de l'équipe technique a pris des initiatives visant à faire fructifier les avoirs de l'Union au moyen d'acquisition d'actions auprès de sociétés de la place est patent de ce point de vue¹⁰. Les chantiers d'aménagement doivent être capables de faire des affaires en s'appuyant sur l'exploitation forestière pour diversifier et améliorer leurs revenus. Mais cela ne doit pas se faire aux dépens d'une gestion véritablement durable et profitable aux acteurs.

Deux points relatifs à la professionnalisation des producteurs de la filière sont importants à relever :

- dans un pays comme dans l'autre, l'organisation et le contrôle de *l'approvisionnement* nécessitent certainement une meilleure identification des ayants-droits et donc leur recensement et leur responsabilisation ;
- Les questions d'ordre technique, sur lesquelles s'accrochent si souvent ceux qui encadrent ce transfert (certainement parce que cela légitime leur position) sont secondaires par rapport aux questions des droits d'accès et d'exploitation.

⁸ Décret 98-306/PRES/PM/MEE/MEF/MCIA du 18 juillet 1998, portant réglementation de l'exploitation et de la commercialisation des produits forestiers ligneux au Burkina Faso

⁹ Loi 014/99/AN du 15 avril 1999, portant réglementation des sociétés coopératives et groupements au Burkina Faso

¹⁰ cf ; compte-rendu des rencontres en annexe.

S'il convient d'accorder de l'importance à la formation des populations aux principes d'aménagement et de sylviculture, ceux-ci ne recouvrent que l'aspect le plus aisé de la « professionnalisation » dont l'essentiel reste à clarifier : qui a droit de coupe et qui est responsable de l'aménagement et de la gestion ?

Pour ce qui est de la commercialisation du bois et du charbon, les questions de « professionnalisation » sont plus aisées. Professionnaliser est à ce niveau synonyme d'organiser pour mieux contrôler. Il n'y a pas de qualification particulière à avoir pour transporter du bois ou pour le vendre. Derrière l'idée de professionnalisation du commerce du bois, il y a donc pour les services forestiers l'idée de mieux contrôler les flux et pour les commerçants l'idée d'être reconnus par l'administration comme plus légitimes que les autres. Cependant, de la « professionnalisation » de la filière, via des syndicats ou des associations, à la constitution d'oligopoles, il n'y a qu'un pas. Ce pas semble particulièrement bien franchi dans le cas du Burkina où l'organisation de la filière est axée sur la production des chantiers, tandis que dans le cas du Mali, la constitution de marchés ruraux de bois dans le domaine protégé a multiplié les filières et les types de commerce (Gazull et al., 2006). Dans les deux pays cependant, les commerçants les plus puissants de la filière bois-énergie poussent à une « professionnalisation » qui leur donnerait *de facto* une situation monopolistique.

3.3. Les tendances fortes

De cette analyse comparée entre le Mali et le Burkina, des tendances peuvent être dégagées.

En premier lieu, la généralisation de l'approche participative devrait, à terme faire des groupements et autres associations de gestion forestière les vrais responsables des normes et de leur application. L'appropriation de ces normes doit être envisagée dans une démarche d'apprentissage progressif et évoluant vers une complexité croissante, pour peu qu'un suivi et un contrôle efficaces soient exercés en accompagnement par les services forestiers.

En second lieu, du fait de l'effort mis au Burkina Faso sur les forêts classées aménagées en chantier, l'encadrement de l'exploitation semble plus fort qu'au Mali où la création de 250 marchés ruraux dans le domaine protégé le rend nécessairement

plus lâche, du fait que le nombre d'agents forestiers n'a pas suivi cette extension et que le contrôle à l'entrée des villes ne permet pas en état de vérifier que l'aménagement a été bien suivi.

Dans les deux cas cependant, il y a des « trous » dans les schémas d'approvisionnement des grandes villes (Bamako, Ouaga, Bobo, Sikasso, etc...). Pour parler en termes d'écologie du paysage, les secteurs aménagés apparaissent comme des « taches » au milieu d'une « matrice » non aménagée où l'exploitation se fait le plus souvent illégalement. Même dans le cas hypothétique où, dans toutes les zones aménagées, les principes d'aménagement seraient scrupuleusement respectés, quel poids ont ces aménagements au milieu d'un océan d'incontrôlé ou d'illégal ?

A cette dualité des lieux et du contrôle de leur exploitation répond également une professionnalisation à deux vitesses dans les deux pays : l'une est téléguidée par les gouvernements, notamment via des projets, et aidée par des formations¹¹ ; l'autre, qui concerne une grande majorité des gens qui vivent désormais du bois, se fait sur le tas et en marge des processus d'aménagement.

Une des difficultés majeures dans ce processus d'apprentissage est le caractère évolutif des bassins d'approvisionnement et donc des lieux d'exploitation. Chaque année, se créent de nouveaux lieux de coupe, de nouveaux lieux de vente et disparaissent également progressivement d'anciens lieux. Au Mali par exemple, la politique de création des marchés ruraux n'est pas particulièrement prospective malgré la mise en place d'outils qui en ont vocation comme les schémas directeurs régionaux. La plupart des marchés ruraux ont concerné des espaces déjà exploités de longue date et souvent voués naturellement à disparaître à moyen terme. Le saupoudrage des moyens de formation conduit alors à former des professionnels dont une partie changera de métier peu de temps après leur formation.

Enfin, même si cela sort un peu du cadre de cette étude, les prix ne semblent pas jouer leur rôle régulateur dans les deux pays, et même si les principes de taxation sont différents : au Mali, où la taxe est en principe d'autant plus favorable aux exploitants que les normes de gestion durable sont appliquées, il devient plus rentable de risquer une taxe amende pour coupe illégale que de régler les permis de coupe ; au Burkina Faso, où le fait que le prix soit fixe sur les chantiers, quelque soit la distance à la ville, pourrait inciter les commerçants, dont la dette de carburant

¹¹ Formations qui ne manquent actuellement pas, puisque cela semble rassurer les bailleurs de faire dépenser des budgets sur ces postes

s'alourdit, à contourner les règles et donc à pénaliser les exploitants qui appliquent des principe de gestion durable.

4. Les recommandations

Alors que les termes de référence de la mission visaient à évaluer le traitement inéquitable qui serait réservé aux populations rurales en faveur des services forestiers ou des commerçants urbains, nous avons rapidement été amené à constater que ce débat là n'était pas au cœur de la problématique actuelle et qu'en revanche, il convenait de faire des propositions pour renforcer toutes les institutions et acteurs de la filière à bénéfice réciproque.

4.1. La question du contrôle

C'est selon nous le point le plus crucial : peut-il y a voir un système qui tend à favoriser la production de bois durable sans un contrôle efficace ? La réponse est sans nul doute : non. Dès l'instant où le contrôle est déficient, -ce qui est le cas dans les deux pays pour un ensemble de raisons qu'il revient à chaque acteur institutionnel d'analyser-, le bois non durable est favorisé par rapport au bois durable ; les efforts réalisés par les acteurs ruraux pour exploiter du bois selon des principes d'aménagement sur le long terme peuvent leur sembler vain.

Si la volonté des gouvernements est que les populations rurales ou périurbaines produisent du bois et du charbon de façon durable, à leur échelle, alors le message doit être sans aucune ambiguïté : ils doivent mieux vendre leur production que les voisins qui se contentent de récolter, le plus souvent en fraude. Il faut une prime claire à la bonne gestion.

Le moyen pour attribuer cette prime peut varier. Même s'il ne semble pas convainquant dans l'état actuel de sa mise en œuvre, le système de taxation différentiel choisi par le Mali est intéressant. Pour qu'il soit convainquant il aurait fallu mieux choisir les villages agréés, mieux les suivre et surtout que le système de contrôle permette de favoriser leurs productions au détriment des autres, ce qui est loin d'être le cas. Il aurait également fallu que la taxe soit réellement attractive. Or,

même si la différence de taxe entre zone contrôlée et zone incontrôlée est importante (rapport de 1 à 3), il n'en reste pas moins que le niveau actuel des taxes est très faible. Il ne pèse pratiquement pas sur le prix du bois vendu à Bamako.

Cela étant, ce n'est pas la seule voie et on peut comprendre la prudence des services forestiers burkinabé que nous avons rencontrés vis à vis de ce système de taxation qui leur semble augmenter les tendances « anarchiques » des populations locales et la difficulté du contrôle. Il convient toutefois de remarquer que, même si les voies empruntées par les deux pays différent, les volontés politiques et les difficultés sont très similaires : la gestion forestière est principalement portée par les besoins des villes ; les populations locales ont été résolument placées au cœur de cette gestion, même si c'est avec beaucoup de réticences de la part des services de l'Etat ; il y a une volonté généralisée de leur faire produire du bois durablement ; les principes techniques de cette gestion durable sont connus ; mais cette volonté se heurte à la difficulté d'organiser un contrôle efficace sur l'ensemble des bassins d'approvisionnement des villes, et ce quelque soit le système qui a été choisi pour associer les populations.

En réponse à cette difficulté majeure d'organiser un contrôle plus efficace et plus juste vis-à-vis des populations qui gèrent durablement les ressources dont la gestion leur a été confiée, 3 éléments peuvent être livrés à la réflexion.

Le premier élément est que de se cacher derrière des faux fuyants en matière de contrôle n'aide personne sur le long terme : ni les services forestiers, ni les populations locales, ni les arbres. Tout le monde peut s'accorder sur le fait qu'un contrôle à l'échelle d'un bassin d'approvisionnement est compliqué à mettre en place et coûteux. Cela demande des ressources humaines et financières qui, de l'avis d'un grand nombre d'agents des services forestiers, font actuellement défaut. Toutefois, il nous semble déjà qu'avec les moyens qui existent actuellement dans les deux pays, si les contrôles à l'entrée des villes étaient plus rigoureux, une grande partie de la question du contrôle serait réglée. Sur la foi des permis de circulation¹², l'origine d'une grande partie du bois qui entre dans les villes, en terme de lieux de coupe et donc de qualité de gestion, serait connue. Et si le faible niveau actuel de financement du contrôle devait se maintenir, c'est selon nous à l'entrée des villes qu'il devrait se focaliser, en lien avec les autorités communales et les associations de bûcherons qui

¹² A terme, le permis de circulation devrait être délivré sur le lieu de coupe par des exploitants dûment agréés par l'autorité locale compétente et non plus par le service forestier

gèreraient les questions de police locale, qui échappe actuellement aux services forestiers.

Pour ce qui concerne les espaces aménagés, que ce soit dans le domaine classé ou protégé, il semble assez naturel de rechercher au plus vite une articulation entre les services forestiers en charge du contrôle, les autorités communales assez récentes au Mali et très récentes au Burkina, et les coopératives de bûcherons. Nous en reparlerons ci-après. Ce qui semble primordial, pour avoir le contrôle le plus efficace possible à ce niveau, c'est de pouvoir user « de la carotte et du bâton ». Le système de contrôle doit pouvoir envoyer des signaux positifs à ceux qui gèrent bien la ressource et à ceux qui contrôlent bien cette gestion. Et pour ce faire il doit pouvoir s'appuyer sur des agréments accordés à des associations dont les membres sont dument recensés ainsi que sur des assermentations qui sont connus et admises de tous. Il doit aussi pouvoir retirer cartes de membres, agréments à des associations ou à des autorités communales, mais aussi assermentations en cas de manquement avéré. C'est du simple bon sens, mais les cas de fraudes collectivement constatés tout comme ceux de corruption doivent conduire à l'exclusion du système de gestion des contrevenants. Il est arrivé au Mali comme au Burkina que des agents forestiers ayant vraiment abusés de leur position à des fins personnelles soient relevés. Il n'est bien entendu pas souhaitable d'en arriver là, mais le fait que cela puisse se passer est un signe fort aux populations locales qui sont en train de se réapproprier leurs territoires et d'apprendre à gérer eux-mêmes leurs ressources. Inversement, les associations qui se voient confier la gestion d'un espace et qui ne suivent pas les règles de gestion ou n'arrivent pas à faire la police sur ces espaces devraient se voir retirer l'agrément. Le contrôle doit bien sûr s'appliquer à des individus contrevenants mais surtout aux institutions qui en contrôlent localement les activités.

Enfin, en creux des deux dispositifs de contrôle, celui à l'échelle régionale du bassin, ce qui se concrétise par des postes à l'entrée des villes, et celui à l'échelle locale qui se concentre sur lieux de production identifiés (forêts classées et périphérie dans les deux pays + marchés ruraux au Mali), il existe une majorité des espaces qui ne sont pas sous aménagement et sur lesquels il est difficile, comme on l'a vu, d'appliquer un contrôle strict. Pourtant, la faiblesse du contrôle sur l'exploitation de ces espaces porte préjudice à l'ensemble du système en concurrençant sévèrement et de façon déloyale les secteurs sous aménagement.

Il y a là une difficulté : on peut comprendre aisément que le contrôle ne peut être efficace que s'il s'exerce sur l'ensemble du territoire, mais il n'y a pas l'argent actuellement pour un tel contrôle et surtout seules les populations qui ont été intégrées à la gestion des forêts ont reçu des agréments et des formations, tandis que les autres réalisent leurs activités dans l'informel, sans trop pouvoir se défendre contre les abus des forestiers ou des commerçants de la ville. La question du contrôle se heurte donc principalement à celle de l'organisation spatiale de l'exploitation.

4.2. La question de l'organisation spatiale de l'exploitation

Pour tenter de surmonter progressivement la dualité entre zones aménagées et zones non aménagées, nous recommandons 2 mesures simples :

Tout d'abord, il faut résolument associer ressources forestières et foncier et concevoir les aménagements de façon progressive. La première étape est celle qui consiste à définir les massifs qui seront gérés par les populations, de la façon la plus durable possible. Avant même d'en arriver à un aménagement de cet espace (qui peut être suivi par des mesures dendrométriques et écologiques), il faut le délimiter et cette délimitation doit concerner toutes les communes en même temps¹³. De la sorte, il n'y aura pas de « vide » ou de « creux » où le flou juridique conduit à l'exploitation sans souci de la pérennité de la ressource, ni inversement de « villages rentiers » qui, bien situés dans le réseau de drainage du bassin et ayant acquis une réputation auprès des commerçants, deviennent des vendeurs de bois non durable des villages alentours moins bien situés.

Pour lutter contre la fraude, il nous semble absolument nécessaire d'en finir avec cette dualité : secteurs aménagés selon des principes canoniques / secteurs flous, et cela tombe bien : le processus de décentralisation permet de sortir de cette dualité par le marquage foncier.

Une deuxième mesure très simple nous semble être de mieux réglementer les points de vente, en particulier au Mali où les tas de bois d'origine diverse s'égrènent le long des routes, sans être particulièrement inquiétés. Si les services forestiers veulent

¹³ Au Burkina Faso, la nouvelle loi N° 055-2004/AN portant Code Général des Collectivités Territoriales au Burkina Faso impose aux communes rurales d'affecter les terres de leur territoire en trois zones : habitation, production et conservation (activités forestières).

pouvoir contrôler l'origine du bois sur le terrain, et dans le cas le plus probable où le bûcheronnage s'étendrait à tout le bassin, -comme c'est déjà le cas au Mali, mais le sera au Burkina-, il faudrait obliger les ventes en des lieux désignés et régulièrement disposés en des points du bassin, par exemple tous les 25 kilomètres ce qui mettrait tout bûcheron au maximum à une quinzaine de km du point de vente. C'est là encore une idée intéressante de la SED au Mali, mais qui n'a pas abouti du fait que l'effort de l'installation des marchés ruraux, suivant une couverture complète du bassin et des agréments stricts avec les populations locales, a été coupé à la fin du projet, avec une période de 4 ans de latence entre la fin de la SED et la mise en fonction de l'AMADER en 2004.

4.2. Davantage laisser agir les lois du marché

On peut être pour ou contre la libéralisation complète de la filière bois-énergie. Et de bonnes raisons d'être réservé vis-à-vis de celle-ci est de considérer les risques de constitution d'oligopoles aux mains de quelques acteurs urbains et en défaveur des populations urbaines et rurales les plus démunies d'une part, ainsi que les risques que ces pouvoirs financiers dévoient les objectifs locaux et régionaux de production de bois durable pour augmenter leur profit immédiat.

Il y a cependant deux points qui nous semblent devoir être discutés à la suite de notre mission :

Tout d'abord, est-il bon comme au Burkina Faso de maintenir le même prix d'achat aux exploitants de bois quelque soit la distance de la ville ? Ce principe tient d'une certaine logique qui est de donner le juste prix de production du bois durable quelque soit le lieu. Mais cela a un effet pervers immédiat qui est de favoriser les lieux les plus accessibles et de ne pas laisser le temps à la ressource de se régénérer en ces lieux. Cela renforce également la position du lobby commerçant qui use de chantage pour mieux exploiter la faiblesse organisationnelle des unions de groupement forestière. La réponse portée à ces remarques est généralisée chez l'ensemble des interlocuteurs que nous avons rencontrés au cours de la mission : en effet, une cristallisation sur les lieux de coupe les plus proches est une hypothèse réaliste, mais elle est évitée grâce à la rotation orchestrée par les services forestiers et la fédération des unions de chantier qui oriente commerçants et transporteurs sur les lieux de coupe. Cette réponse peut laisser perplexe : pourquoi ne pas laisser

s'établir une partie du prix en fonction de la pression des commerçants et laisser la possibilité aux secteurs les moins accessibles d'être compétitifs ?

Au Mali, où le prix du bois n'est pas imposé, le système de taxation différentiel a montré des limites dans son application actuelle. Les associations de bûcherons ont du mal à payer leur permis, n'ayant le plus souvent pas la trésorerie pour cela. Et dans la mesure où elles ne sont pas les seules à pouvoir acheter ce permis ouvert à tout individu, cela a laissé la porte ouverte à deux contournements du système : certaines associations « s'arrangent » avec les agents forestiers, le plus souvent dans l'informel, hors considération de quota, en payant un forfait mensuel ; d'autres associations se mettent finalement sous la coupe d'un grossiste qui paie les taxes pour eux ou « arrange » les droits de coupe avec les agents forestiers locaux et les autorités coutumières. Bref, la norme est de contourner une norme, séduisante en théorie, mais complexe à mettre en œuvre et donc dévoyée. Le fait que les premiers marchés ruraux agréés deviennent aujourd'hui des sortes de plaques tournantes permettant de « blanchir » le charbon des villages alentours non agréés est un effet pervers du système qu'il convient de corriger. Le prix du bois devrait être plus élevé en ces lieux où la ressource a bien diminué ; s'il demeure compétitif actuellement ce n'est que du fait d'une position dominante du « marché rural » qui draine les ressources du sous-bassin qui s'est constitué autour de lui. Plutôt que ces dévoiements du système de taxation différentiel, il est peut-être préférable de laisser le prix se fixer librement, et donc de simplifier les taxes, sous condition que tous les villages et leurs communes sont impliqués dans le processus.

Il nous semble qu'il faut rendre effectif la libre loi du marché, sous un contrôle qui se donne les moyens de suivi complet à l'échelle des bassins d'approvisionnement.

Le deuxième point relatif à la libéralisation de la filière bois concerne sa privatisation. Est-on allé suffisamment loin dans la privatisation des filières ? Certaines personnes d'expérience¹⁴ pensent que non et auraient souhaité que les agréments avec les villageois pour la gestion des ressources forestières ne concernent que 2 à 3 personnes, professionnalisées, qui sont responsables de l'aménagement et de la gestion des espaces délimités et exploités. Cela revient en fait à donner une concession privée à des personnes clairement identifiées et avec un cahier des charges rigoureux.

¹⁴ parmi lesquelles Nampa Sanogo, ancien directeur des Eaux et Forêts au Mali et actuel président d'un bureau d'études AGEFOR

On peut s'interroger sur les conséquences d'un tel principe s'il était choisi, notamment pour les pauvres et les sans terre qui vivent de la filière bois¹⁵, mais pourrait en être exclus par les concessionnaires privés qui pourraient choisir ce qui deviendraient des salariés et non plus des associés ou des coopérateurs.

On peut aussi être réservé sur le fait de mettre en concession privée des ressources collectives dont le village pourrait revendiquer l'usufruit et même si les concessionnaires reversaient une rente aux villages dont ils exploiteraient le territoire ainsi qu'aux collectivités territoriales, comme cela se passe déjà pour les concessions de chasse.

C'est une piste de réflexion qui nous semble néanmoins devoir être discutée notamment pour les forêts classées, ne serait-ce que parce que ce système de concession assurerait un meilleur contrôle de l'accès à la ressource et de son exploitation et que les agréments peuvent en être plus facilement retirés que dans le cas d'une association ou d'une coopérative polymorphe qui a du mal à trouver sa place entre les institutions existantes.

4.3. Transférer toutes les compétences aux collectivités décentralisées

Les deux pays ont amorcé le processus de décentralisation. Et, pour ce qui concerne la gestion des ressources ligneuses, cela nous semble une bonne chose, pour ne pas dire que cela nous semble incontournable. Le Mali a été le premier à rentrer dans le processus, dès 1991, avec la grande conférence nationale qui a mis la décentralisation au cœur du développement du pays et du processus de démocratisation. Pensée et présentée comme un projet politique, c'est-à-dire plus que comme une simple réforme de l'administration, la décentralisation est depuis inscrite dans la constitution malienne. Depuis 1996, 701 communes couvrent exhaustivement le territoire du Mali. Des élections communales ont eu lieu en 1999 et 2004. Au Burkina, où les projets de gestion de terroir ont été institutionnalisés, la

¹⁵ la solution réside peut-être dans la diversification des produits marchands de la forêt ce qui pourrait offrir des opportunités supplémentaires d'emplois et de revenus pour ces derniers, tout en allégeant la pression sur la ressource bois.

décentralisation a connu une évolution décisive avec les premières élections des communes rurales en avril 2006.

Malgré ces progrès politiques qui vivifient la prise en main de la gestion des affaires locales par des locaux, les processus sont longs à mettre en œuvre et pas d'une grande fluidité. Si dans les deux pays, les lois sont passées pour que les nouvelles autorités communales puissent immatriculer des terres au nom de la commune, les cas où cela s'est effectivement passé sont encore rarissimes. De fait, le patrimoine foncier des communes n'a pas été encore déterminé. C'est pourquoi les forêts communales ou d'autres échelons de décentralisation n'existent pour ainsi dire que dans les textes. D'une manière générale, le foncier reste en très grande majorité propriété de l'Etat et on peut s'interroger sur l'efficacité de promouvoir des principes de gestion durable des ressources sans dévolution du foncier.

C'est cependant surtout dans le transfert de compétences en matière de GRN que les difficultés sont les plus immédiates. Au Burkina, la loi transfère les compétences sur les ressources naturelles et l'environnement aux collectivités territoriales dès la prise de fonction des conseils communaux ; cependant, la mise en place récente des communes ne permet pas de juger de la manière dont ce pouvoir aurait pu être utilisé.

Au Mali, le transfert effectif ne sera l'objet d'une loi qu'en 2009. D'ici là, le flou va perdurer sur l'encadrement des activités des associations ou coopératives de bûcherons, avec un environnement multi-institutionnel (associations, villages, communes, services de l'Etat) et multidimensionnel (avec une logique de filière en réseau qui s'oppose à une logique de gestion territoriale en mailles) qui n'est pas propice à la gestion durable.

La recommandation, toute simple, en la matière est qu'on ne peut donner les responsabilités de gestion à moitié. Soit on les donne, soit on les garde. Mais si on les donne, il faut les donner complètement afin qu'une institution soit responsable de la gestion durable, mais aussi redevable devant les autres institutions.

4.4. Sortir du dogme pour innover

Pour finir, nous aimerions exhorter les services forestiers à sortir des dogmes pour innover avec les institutions locales.

Quelques principes simples d'aménagement forestier méritent à ce titre d'être rappelés :

D'une part, une forêt de production, cela se coupe. L'objectif des services forestiers n'est pas d'empêcher qu'on la coupe, mais au contraire qu'on la coupe bien.

D'autre part, un aménagement « forestier » ne doit pas être axé que sur un objectif de production de bois, alors que la savane est multi-usage. Il est bon de concevoir les aménagements avec plusieurs objectifs de production : bois, fourrage, produits de récolte, chasse, etc... Et la définition des objectifs multiples de l'aménagement a nécessairement des conséquences en termes de transfert de gestion et de responsabilisation. Par exemple, si le choix est d'établir des concessions avec des privés pour exploiter le bois, il faut que l'accès à l'espace des autres usagers soit clarifié et contractualisé.

Afin, il nous semble indispensable d'éviter les mesures contre productives. Les interdictions de coupe entre telle et telle date, par décret ministériel ou autre, nous semblent faire partie de ces mesures contre productives. Le besoin des villes en bois énergie ne connaît pas de répit et, vu la faiblesse des stocks accumulés pendant la saison sèche, du bois est nécessairement coupé en saison des pluies pour la survie des urbains. Les raisons invoquées pour interdire les coupes pendant la saison des pluies ne sont pas sans fondement : d'une part, laisser les savanes se régénérer ; d'autre part, remettre les ruraux à l'agriculture qu'ils auraient prétendument abandonné parce que, « fainéants », ils préféreraient aller couper du bois que de cultiver.

Qu'il faille construire avec les associations de bûcherons les conditions de régénération de la savane, personne ne peut être contre. C'est une évidence. Mais cette régénération est-elle plus menacée par des coupes sur des espèces qui rejettent bien que par du pâturage ou autres pressions auxquelles est soumise la

savane ? Il nous semble qu'il est possible de couper du bois en saison des pluies à condition que ces coupes soient raisonnées, ce qui vaut aussi pour la saison sèche.

Quant à l'argumentation qui est de « remettre » des bûcherons à l'agriculture qu'ils auraient tendance à délaisser, il est discutable pour plusieurs raisons : d'une part, ceux qui se sont lancés dans l'activité de bûcheronnage, qui était jusqu'à il y a pas longtemps peu valorisée socialement, n'ont généralement pas d'autres choix n'ayant pas de terre à cultiver ; par ailleurs, on ne peut pas prétendre à une professionnalisation du bûcheronnage d'un côté et de l'autre vouloir maintenir cette activité comme un complément de l'activité agricole.

La première des innovations serait peut-être d'assumer complètement les choix de transfert de gestion et de ne pas rester dans un entre-deux qui est surtout défavorable à la durabilité de la ressource.

BIBLIOGRAPHIE

Arnold, M. and G. Köhlin (2006). "Woodfuel, Livelihoods, and Policy Interventions: Changing Perspectives." World Development **34**(3): 596-611.

Bacha Konaté, A. (2003). Un réseau local : outil d'influence des politiques. Expériences du réseau GDRN 5 au Mali., IIED (institut international pour l'environnement et le développement) pour le programme de recherche - action sur la gestion conjointe des ressources communes au Sahel (GCRC). 46.

Banque mondiale (1995). Mali Household Energy Project. Washington, Global environment facility: 70.

Banque mondiale. (2004). "Projet de Gestion des Ressources Naturelles (PGRN)." from <http://www.bmmali.org/parteneriat/pgrn.html>.

Barrier, C. (1997). Projet de gestion durable des forêts en troisième région du Mali. Rapport d'évaluation. Caisse française de développement : 43.

Bazile, D. (1998). La gestion des espèces ligneuses dans l'approvisionnement en énergie des populations. Cas de la zone soudanienne du Mali. UFR de géographie. Toulouse, Université de Toulouse-Le-Mirail.

BEAGGES (2000). Manuel de mobilisation des ressources du fonds d'investissements forestiers dans le cadre du projet de gestion durable des forêts en troisième région du Mali.: 19.

BEAGGES (2002). Schéma directeur d'approvisionnement en bois énergie de Bougouni. Rapport final. Projet de gestion durable des forêts en troisième région : 82.

BEAGGES (2004). Rapport d'exécution technique et financière. 21 p.

Becker, L. C. (2001). "Seeing green in Mali's woods: colonial legacy, forest use, and local control." Annals of the association of american geographers **91**(3): p. 504-526.

Benjaminsen, T. A. (1997). "Natural resource management, paradigm shifts, and the decentralization reform in Mali." Human Ecology **25**(1): p. 121-143.

Bertrand, A., C. Cossalter, et al. (1985). Etude du secteur des combustibles forestiers au Mali (Bois de feu et Charbon de bois). Planification de l'Energie, TRANSENERG/ Republique du Mali.

Bertrand, A., D. Gautier, et al. (2006). Niger & Mali: Public policies, fiscal and economic forest governance policies and local forest management sustainability (Towards the limits of Commodities Chain Analysis Methodology). WRI – IASCP, Policy and Distributional Equity in Natural Resource Commodity Markets: Commodity-Chain Analysis as a Policy Tool, Bali,

Malaysia.

Bertrand, A., H. Konandji, et al. (1992). Etude des filières d'Approvisionnement des Villes en Produits Forestiers. Bamako, MEE, DNEF, DPP.

Bocoum, A., K. Cochrane, et al. (2003). L'inclusion sociale pour une gestion équitable et durable des ressources naturelles. Deux expériences au Mali., IIED (institut international pour l'environnement et le développement) pour le programme de recherche - action sur la gestion conjointe des ressources communes au Sahel (GCRC).

Brondeau, F. (2001). "Evolution de la filière bois énergie et dynamique des formations ligneuses autour de l'Office du Niger." Bois et forêts des tropiques **270**(4).

CCL (1998). Schéma directeur d'approvisionnement en bois-énergie de Bamako. Bamako, Cellule Combustible Ligneux. Ministère du développement rural et de l'eau du Mali.

CCL, S.-. (2001). Plan d'aménagement simplifié pour l'exploitation de type orienté du massif de la SRG de Zébala. Koutiala, SED - CCL.

Cellule d'exécution du PGDF (2000). Contrat de gestion du massif forestier de ..., modèle.

CIFOR (2006). Atelier de validation de critères et indicateurs de gestion durable des forêts localement adaptés au Burkina Faso. Ouagadougou, Burkina Faso.

Cordonnier, A. (1988). "La forêt villageoise : modèle de gestion collective des espaces boisés du Sahel." Annales de Gembloux. **94**: 275 - 287.

Cuny, P. (2001). Quelle gestion locale et décentralisée des espaces boisés au sud du Mali ? L'exemple de la commune rurale de Sorobasso. Paris, ENGREF : 286.

Dembélé, Z. N. (2003). Transfert de compétences dans la gestion des ressources naturelles. Délégation d'Intercoopération au Sahel: 9.

Diakité, M. and M. Allen (2002). Projet d'appui à la gestion de l'environnement de Bankass. Rapport de réalisation. Phase 2 : janvier 1998 - juin 2002. SOS Sahel international UK.: 40.

Diallo, C. O. (2003). Aménagement et gestion des forêts communautaires et communales au Sud du Mali., Programme Jèkasy - Délégation d'Intercoopération au Sahel.

Diallo, C. O. and N. Dembélé (2003). Appui à la gestion locale et durable des ressources naturelles au Sahel. Rôle des organisations paysannes : expérience de Baroueli et de Ségou., Programme Jèkasy - Délégation d'Intercoopération au Sahel: 8.

Diallo, C. O. and N. Z. Dembélé (2003). Appui à l'élaboration d'un plan de gestion des ressources naturelles à l'échelle d'une commune rurale. Cas de la commune de Diou (Kadiolo, Sud Mali). Sikasso, Intercoopération suisse (délégation au Sahel): 6.

Dicko, A. K. (2002). Les conventions locales comme cadre de référence pour l'exercice des

compétences des acteurs de la décentralisation dans la gestion des ressources naturelles au Mali. Bilan et perspectives. Coopération allemande au développement (GTZ). Programme d'appui aux collectivités territoriales - gestion des ressources naturelles : 36.

Djiré, M. (2003). Les conventions locales, outil de gestion durable des ressources naturelles, de prévention des conflits et de consolidation de la décentralisation. Une revue de la littérature sur les conventions locales au Mali. Bamako, Institut national pour l'environnement et le développement. MDW - Mali: 51.

ENGREF - FRT et IPR - Katibougou (1999). Etude préalable à la création de marchés ruraux dans le cercle de Niono. ENGREF et IPR: 91.

ENGREF - FRT et IPR - Katibougou (1999). Gestion locale et décentralisée des ressources forestières pour l'approvisionnement en bois. Le cas de deux villages du bassin d'approvisionnement de Bamako : Banko et Kassaro. ENGREF et IPR: 137.

Fofana, L. T. (2004). Formation des SRGB des cercles de Koutiala et de Yorosso. Outils didactiques.: 5.

Foley, G., P. Kerkhof, et al. (2001). Sustainable woodfuel supplies from the dry tropical woodlands., ESMAP (energy sector management assistance program). 94.

Foley, G., P. Kerkhof, et al. (2002). A review of the rural firewood market strategy in West Africa., Groupe banque mondiale: 47.

Gasana, J. K. and J.-P. Sorg (1997). Appui au développement des filières forêt-bois dans les pays du Sud. Zurich, Intercoopération, organisation suisse pour le développement et la coopération. Ecole polytechnique fédérale de Zurich.: 51.

Gautier, D., L. Gazull, et al. (2006). Exploitation de bois pour le marché de Bamako et dynamiques institutionnelles en milieu rural, CIFOR / USAID: 28.

Gautier, D., B. Hautdidier, et al. (2006). Le marché rural de bois au Mali à l'épreuve du temps. Une innovation en friche. Colloque international GeCoRev (Gestion concertée des ressources naturelles et de l'environnement), Université de Saint-Quentin en Yvelines, France.

Gautier, D., B. Hautdidier, et al. (2006). Les premiers pas d'un marché rural de bois au Mali : contexte politique et dynamiques locales induites. L'Etat et la gestion durables des forêts en Afrique francophone et à Madagascar. A. Bertrand, P. Montagne and A. Karsenty. Paris, L'Harmattan: 347-367.

Gautier, D., B. Hautdidier, et al. (2006). Coupe de bois et revendications sociales au Mali. Les frontières de la question foncière. Enchâssement social des droits et politiques publiques, Montpellier.

Gazull, L. (2003). Organisation spatiale d'une filière d'approvisionnement en bois-énergie d'un grand centre urbain sahélien. Une approche par un modèle d'attraction arborescent.

Université Montpellier III – Paul Valéry, département de géographie.: 124.

Gazull, L., D. Gautier, et al. (2006). Analyse de l'évolution des filières d'approvisionnement en bois-énergie de la ville de Bamako Mise en perspective des dynamiques observées avec les politiques publiques mises en œuvre depuis 15 ans. CIFOR / USAID: 48.

Groupe de recherche et d'action sur le foncier (GRAF) (2004). Gestion des ressources communes au Sahel : Quelle synergie entre les politiques/législations nationales et les pratiques/dynamiques institutionnelles locales ? (cas du Sénégal, du Niger et du Burkina Faso).

Hautdidier, B. (2001). Les marchés ruraux de bois au Mali, un modèle de gestion forestière communautaire en question. Approche sociologique de la filière bois-énergie de deux villages du cercle de Dioïla (région de Koulikouro). CIRAD - forêt, Université d'Orléans, UFR lettres, langues et sciences humaines, département de géographie – aménagement : 123.

Hesse, C. and P. Trench (2000). Qui gère les ressources communes ? Pour une gestion inclusive et durable. IIED pour le programme de recherche - action sur la gestion conjointe des ressources communes au Sahel (GCRC).

Hochet, P. (2003). Contenu, origine et négociation des droits fonciers en Afrique occidentale. Critique de la théorie néo-classique et approches anthropologiques. Séminaire dynamiques foncières en Afrique. Ethnographie des droits fonciers.

Hochet, P. (2004). La gestion décentralisée des ressources pastorales de la commune de Kouri., Association agriculture-élevage, organisation paysanne et négociation dans le Minyankala (sud-est du Mali). 77.

Jèkasy (2001). Résumé des plans d'aménagement et de gestion simplifiés de Baramabougou, Chikoloma, Diona, Fizankoro, Kiko, Massabala, Nampala, Ouesserebougou, Sanguéla, Tiarkassédougou et Zébala., Intercoopération, Jèkasy - Koutiala: 4.

Jèkasy (2002). Contrat-programme entre la SRGB de Zébala et les programme Jèkasy comptant pour l'an 2002. Zébala, contrat signé par le président de la SRGB de Zébala et la chef d'antenne Jèkasy de Koutiala.

Kaboré, C. (2005). Aménagement des forêts au Sahel : Point sur vingt années de pratiques au Burkina Faso.

Kariisa, G. M. B. (1996). Mali. Profil environnemental., Banque africaine de développement. Fonds africains de développement.

Kassibo, B. (2002). Participatory management and democratic decentralization. Management of the Samori Forest in Baye commune, Mopti region, Mali. Annual conference of the international association for the study of common property., Victoria falls, Zimbabwe.

Konaté, A. B. (2001). "Influence des politiques : une expérience du GDRN 5." Bulletin régional d'échanges sur l'analyse et l'influence des politiques de décentralisation et de GRN.

SEG TAABA.

Konate, G. (1999). Implication des femmes charbonnières et bûcheronnes dans les marchés ruraux. Bamako (Mali), Cellule combustible ligneux: 35 p.

Laude, J.-P. (2005). Les aspects marchés ruraux de bois-énergie dans la région du Boulgou, Burkina Faso, Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie du Burkina Faso.

Lavigne Delville, P. (2000). Regard sur les enquêtes et diagnostics participatifs. La situation d'enquête comme interface., Groupe de recherche et d'échanges technologiques.

Lavigne Delville, P. (2001). Quelle gouvernance pour les ressources renouvelables ? La gestion des ressources renouvelables dans le contexte de la décentralisation en Afrique de l'ouest., Agence Française de Développement: 57.

Lund, C. (2000). Régimes fonciers en Afrique : remise en cause des hypothèses de base. Londres, Institut international pour l'environnement et le développement: 24.

Maiga, A. B. (2001). Régime Fiscal Forestier et Dépenses de l'Etat en Faveur du Secteur Forestier au Mali. Forest Finance Reports. Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO).

MARGE - CIRAD forêts. "Les communes et l'exploitation forestière. From <http://www.marge.fr/pgdf/brochure2>.

Ministère de l'Environnement et de l'Eau du Burkina Faso (1996). Programme National d'aménagement des forêts.

Nations Unies. "Mise en valeur des forêts des cercles de Kita par les organisations paysannes." from <http://www.un.org.ml/snu/fr/program/developpemnt/misevavkita.htm>.

Noppen, D., P. Kerkhof, et al. (2003). Les marchés ruraux de bois au Niger. Bilan de l'appui danois à la stratégie énergie domestique du Niger 1989 - 2003. Copenhague, institut international pour l'environnement et le développement. Danish international development assistance : 68.

Nouvellet, Y. (2002). Manuel d'aménagement forestier. Bamako, Ministère des mines et de l'énergie, Ministère de l'équipement rural et de l'environnement: 58.

Nouvellet, Y. (2002). Manuel de procédure de mise en place et de suivi des marchés ruraux de bois-énergie. Bamako, Ministère des mines et de l'énergie. Ministère du développement rural et de l'environnement: 58.

Ogier, M., Y. Ballo, et al. (2001). Développement local et gestion communautaires des forêts : expérience au Mali., Institut international pour l'environnement et le développement: 22.

Ostrom, E. (1999). Self-governance and forest resources, CIFOR (center for international

forestry research: 15.

PNUD - BIT (1998). Mise en valeur des forêts du cercle de Kita par les organisations paysannes.: 53.

PNUD - BIT (2002). Projet de mise en valeur des forêts du cercle de Kita par les organisations paysannes. Une référence nationale de gestion durable des ressources forestières. Coopération : Mali - Norvège - PNUD - BIT.

Réseau d'Experts Sahéliens (2004). "Guide de gestion des forêts sèches du Nord Burkina Faso."

Ribot, J. (2001). Historique de la gestion forestière en Afrique de l'ouest. Ou : comment la science exclut les paysans. Londres, Institut international pour l'environnement et le développement: 16.

Ribot, J. C. (1990). Markets, States and environmental policy: The political economy of charcoal in Senegal, University of California.

Ribot, J. C. (1995). Le contrôle local des forêts au Mali: Analyse des politiques participatives du point de vue institutionnel. RPTES, Etude régionale (Afrique), World Bank.

Ribot, J. C. (1995). Local Forest Control in Burkina Faso, Mali, Niger and Senegal : A review and Critique of New Participatory Policies. Forest Sector Policy Report. Washington DC, Africa Technical Division of The World Bank.

Ribot, J. C. (1998). "Theorizing access: forest profits along Senegal's charcoal commodity chain." Development and Change **29**: p 307-341.

Traoré, B. (2003). Convention locale en gestion des ressources naturelles : Articulation entre associations intercommunautaires et communes rurales., Programme Jèkasy - Délégation d'Intercoopération au Sahel: 6.

Winter, M. (2000). La formulation des politiques nationales en matière de la gestion des ressources naturelles., Programme Régional de Gestion Conjointe des Ressources Naturelles. Réseau GDRN 5 - SOS Sahel GB - NEF - IIED: 27.

Synthèse des rencontres

1. AU MALI

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
Jeudi 10 août 2006	AYA Ibrahima, chargé d'étude du secteur rural à l'AFD sur les questions décentralisation, GRN et Environnement	<p>Depuis 1972, l'AFD s'est impliquée dans la politique forestière du Mali, à travers le financement de projets forestiers dont l'OAPF, devenu l'UGF (deux phases, de 1996 à 2000, puis de 2004 à 2006 avec un avenant au contrat jusqu'en 2008), mais aussi le PGDF 3^{ème} région de 1999 à 2005. Désormais, l'AFD ne finance plus directement de projets forestiers, mais apporte son appui transversal sur les questions environnementales au « Programme d'appui aux CT ». Ce programme dispose de structures de mise en œuvre dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Cellule de Coordination Nationale des Appuis Techniques, et l'Agence National d'Investissement des CT (ANICT) qui dispose de fonds permettant de couvrir les besoins des CT au niveau national ; - au niveau régional, le Comité Régional d'orientation, chargé d'approuver les projets soumis par les communes ; - au niveau du cercle, le « Centre de Conseil Communal (CCC) » qui dispense des formations et assure le suivi des communes. Pour ce faire, elle emploie des bureaux d'étude et des ONG. <p>Ce sont désormais les communes qui assurent la maîtrise d'ouvrage des aménagements qui s'exécutent dans ses limites territoriales. Elles reçoivent, pour ce faire l'appui financier de l' ANICT et du CCC, mais aussi du programme d'appui à la consolidation de la décentralisation (PACDM) de l'AFD. Les projets de GRN sont désormais éligibles pour ces financements, la contrepartie financière exigée à la commune n'étant plus que de 3 à 5% contre 20% pour les infrastructures. La tendance est donc désormais à ce que les collectivités territoriales deviennent responsable de la gouvernance en matière de GRN, selon le schéma suivant :</p> <div style="text-align: center;"> <pre> graph TD A["La Commune Exerce ses nouvelles compétences sur la GDRF"] --> B["La SRGB Sous la coupe de la commune, elle gère le massif forestier"] C["Service forestier Assure le contrôle"] --> A C --> B </pre> </div> <p>On constate une certaine déréglementation du marché de bois qui se traduit par une concurrence illégale exercée par les exploitants en zone incontrôlée qui profitent à la fois de la faiblesse du contrôle forestier, de la complicité ou du laxisme des agents forestiers. Selon M. I. Aya, dans les processus de transfert, une grande majorité d'acteurs a oublié ses missions pour se consacrer sur ses intérêts.</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
	M. KASSAMBARA Amadou, AMADER.	<p>L'AMADER est une agence dont la mission s'appuie, en ce qui concerne la partie énergie traditionnelle, sur le projet Stratégie d'Energie Domestique (SED) qui s'est déroulé de 1995 à 2002. Après une période de rodage où elle a installé elle-même des marchés ruraux de bois, la SED a agi à travers des prestataires privés qui ont été chargés de les mettre en place. Environ 250 marchés ruraux ont été mis en place (contrôlés et orientés).</p> <p>Le concept de « marchés ruraux » lie l'aménagement forestier d'un espace, avec un quota et un groupe professionnel en charge de l'exploitation, et la vente des produits. C'est un contrat tacite avec le village et formel avec l'Etat, en attendant que le transfert de compétence en matière de GRN ait lieu et que le contrat soit passé entre les groupes de bûcherons et les collectivités territoriales.</p> <p>Il y a plusieurs difficultés majeures, selon M. Kassambara, a la mise en place des marchés ruraux de bois. La première est celle de compréhension de ce qu'est un marché rural, y compris au sein de l'AMADER et du Ministère de l'Environnement. Il y a les problèmes de retour de la rente forestière au village. Mais le problème majeur reste le contrôle dont dépend 90% de la réussite d'un concept qui est bon.</p> <p>Concernant plus particulièrement l'aménagement forestier, il y a deux catégories de PA au Mali : l'une pour les forêts classée de l'Etat et l'autre pour les forêts communautaires (PA simplifiés). Les standards imposés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les normes de coupe ; - la LCF ; - la lutte contre le pâturage incontrôlé ; - le regarnissage et la restauration des parcelles exploitées ou dégradées ; <p>Les problèmes de mise en œuvre de ces PA sont dus à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'insuffisance du contrôle forestier ; - l'insuffisance du contrôle par les communautés (manque de moyens et surtout d'autorité) ; - absence de textes clairs, relatifs aux compétences des coopératives par rapport à la gestion du massif (par exemple, personne n'est garant des limites) ; - la non-appropriation du PA par les communautés locales. <p>Il y a des actions concrètes pour tenter de surmonter ces problèmes.</p> <p>Tout d'abord, les contradictions entre les textes législatifs de 1995 (95-0003 et 95-0004) dont l'un dit que toute exploitation de bois est conditionnée à un plan d'aménagement et l'autre que l'on peut exploiter dans l'incontrôlé, sont en train d'être levées, sur l'impulsion de la DNCN mais aussi d'un projet FAO qui a exploré les évolutions de la loi sur les transferts de compétences en matière de GRN. Un projet financé par la Suède sur 5 ans, le projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Energie Traditionnelle (GDFET) va prolonger ce travail sur 40 communes.</p> <p>Il y a par ailleurs un souci de simplification des plans d'aménagement pour les communautés villageoise, avec allègement des coûts.</p> <p>Enfin, les Structures Rurales de Gestion du Bois de la SED ont été érigés en coopératives, afin de leur permettre de générer des revenus (ce qui n'était pas le cas avec les associations) et de se regrouper en fédération gérant de plus grands blocs forestiers.</p> <p>M. Kassambara relève enfin deux points importants : tout d'abord, le souci de professionnaliser le transport du bois afin de tenter de limiter la concurrence illégale des fonctionnaires ou autres qui ne sont pas habilités pour cela. L'accès au marché urbain n'est pas interdit aux coopératives. Mais il est indispensable de professionnaliser les transporteurs (présence de nombreux acteurs mais est-ce une mauvaise chose ?).</p> <p>Mais également le souci d'ouvrir l'aménagement aux autres produits forestiers non ligneux comme le karité ou la gomme.</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
Vendredi 11 août 2006, puis le mardi 15 août 2006	Mamadou Madiou HAIDARA, chef de la Cellule de Coordination du Projet de Gestion Durable des Forêts Classées autour de Bamako (PGDF)	<p>Le projet PGDF Forêts Classées est la deuxième phase du projet UGF qui s'est déroulé entre 2000 et 2004 et avant lui, du projet OAPF démarré en 1972. L'AFD est le bailleur principal de ces projets qui se sont succédés sur les forêts classées autour de Bamako. Le PGDF met en œuvre des principes de co-gestion impliquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'Etat, en tant que maître d'ouvrage ; - un Bureau d'Etude chargé d'élaborer le PA de la forêt et les PAG pour les DIF ainsi que la mise en place du marché rural ; - les populations qui sont organisées en Union des groupements coopératifs pour chaque forêt aménagée. La forêt est divisée en Domaines d'Intérêt Forestier (DIF) confiées à comité local composé d'un ou plusieurs groupements en fonction du nombre de villages riverains. Chaque forêt est dirigée par un comité central. <p>Les PA ne sont pas respectés, selon M. Haidara, pour plusieurs raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - objectifs trop ambitieux ? - insuffisance de financement ? - insuffisance de formation ? - analphabétisme ; - non-implication des communes ; - conflits ; - incapacité pour les populations d'assurer correctement leur devoir de surveillance ; - manque de moyens, complicité ou laxisme des agents forestiers ? - manque d'autorité pour imposer le respect des normes et l'intégrité du massif ; - quotas trop bas pour un nombre pléthorique d'exploitant ? <p>Perspectives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - intégrer l'aménagement forestier à celui des terroirs avoisinants et des communes ; - responsabilisation des communes ; - suppression des investissements villageois qui n'ont pas eu l'effet de stimulation escomptée ; - affectation d'un plus grand nombre d'agents forestiers, sachant que la chute de ce nombre à la fin de la première phase du projet a été le début d'une période d'exploitation anarchique ; - affectation de moyens de déplacement ; - augmentation du taux d'exploitation en procédant à un martelage en conservation des meilleurs sujets (fruitiers, et semenciers notamment), le reste devant être systématiquement récolté pour augmenter le rendement de l'aménagement. Cela reviendrait à revoir les standards à la baisse, notamment en ce qui concerne le statut de certaines espèces dites protégées et la période de coupe notamment.

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
	Kounoutan COULIBALY, ancien responsable du projet BIT KITA, Chef de section réglementation et normes à la Division de la Réglementation et de la Protection de la Nature	<p>Le projet KITA a connu trois phases financées principalement par la Norvège.</p> <ul style="list-style-type: none"> - la phase HIMO/BIT durant laquelle les populations ont apporté essentiellement la main d'œuvre pour les aménagements forestiers ; - la phase de gestion participative basée sur la notion de « contrats d'aménagement » qui sont en fait des contrats de service passés avec les communautés locales ; - la phase des marchés ruraux. On quitte les FC pour prendre en compte les terroirs villageois à travers un Schéma Directeur d'Approvisionnement (SDA) ; instauration de « Contrats d'Aménagement et d'Approvisionnement Forestier – CAAF - » <p>Les étapes de mise en place des marchés ruraux sont globalement les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élaboration des PA, la création des SRGB et leur érection en coopératives ; - la création d'unions de coopératives autour de la forêt classée ; - la création d'unions de coopératives au niveau communal pour les massifs villageois. On compte actuellement 6 unions regroupant 95 villages. <p>Les Coopératives signent des contrats annuels d'exploitation, à la différence des marchés ruraux promus par la SED. Il ne s'agit donc pas de contrats de gestion en tant que tel : il existe de fait une certaine insécurité concernant la délivrance du permis d'exploiter (coupons).</p> <p>La structure du prix du bois est la suivante :</p> <p>Au niveau des marchés ruraux, 1750 FCFA dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 250 FCFA pour le permis d'exploitation ; - 100 FCFA pour la caisse du village ; - 400 FCFA pour le fonds d'investissement forestier destiné à prendre le relais des financements extérieurs ; - 1000 FCFA pour la rémunération du bûcheron. <p>Au niveau des zones incontrôlées : 2350 avec le passage du permis d'exploitation de 250 à 850 FCFA.</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
	<p>Abdoulaye KONATE Directeur Général de BEAGGES et Mahamadou MARICO, responsable technique à BEAGGES</p>	<p>BEAGGES est actuellement l'un des principaux opérateurs dans la filière bois-énergie qui accompagne la mise en place de Schémas Directeurs d'approvisionnement des grandes villes et de marchés ruraux de bois pour alimenter ce bassin, tout d'abord pendant la période de la SED et maintenant celle de l'Agence Malienne de Développement de l'Energie Rurale.</p> <p>Actuellement, l'approche de gestion durable et décentralisée des forêts telle qu'élaborée avec l'appui de l'AFD est basée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élaboration d'un schéma directeur d'approvisionnement (SDA) ; - l'organisation de concertations communales en vue de retenir les communes prioritaires en fonction de l'abondance de la ressource ; - définition des priorités et stratégies d'intervention ; - l'identification et la délimitation des massifs à aménager ; - l'élaboration du PAG ; - la mise en place de la SRGB ; - l'approbation du PAG par la DNCN suivi de sa mise en œuvre. <p>Le PA est élaboré suivant la démarche suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réalisation de l'inventaire forestier ; - l'élaboration des normes techniques d'exploitation, d'aménagement et de gestion ; - la planification du PA. <p>Ce qui est important de souligner, pour M. Konaté, c'est que le PA ne dépend pas que du potentiel forestier, mais aussi de la capacité d'intervention</p> <p>BILAN ET PERSPECTIVES</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'impact écologique est plutôt négatif (dégradation de la ressource). Ceci est dû à la faiblesse du contrôle au niveau des zones d'exploitation ; les PA sont élaborés mais ne sont pas respectés (non-appropriation par les acteurs) ; - l'incontrôlé domine largement le contrôlé alors qu'il ne devrait même pas être dans la loi, selon M. Konaté afin de ne pas légitimer l'illégitime ; - les outils de gestion existent mais n'ont pas été appropriés par les acteurs ; <p>Il y a nécessité de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcer le rôle des communes, notamment en mettant en place des conventions locales qui engagent tous les villages de la commune ; - avoir une approche holistique de la gestion forestière ? - de mettre en place un système d'information, de suivi-évaluation et de capitalisation à même d'influencer les politiques ; - de faire en sorte que les acteurs s'approprient véritablement les outils proposés. <p>Une des propositions e M. Konaté est que le fond d'aménagement forestier devrait être géré par des collectivités décentralisées, idéalement à l'échelle de la région.</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
Dimanche 13 août 2006	Adama KINDO, Chef de zone (ou d'antenne) de la Faya.	<p>Le chef de zone est responsable de la forêt et de la mise en œuvre du PA. Il dépend du Directeur Régional qui est le signataire du contrat avec les SRGB. Le chef de zone ne semble pas jouir de toutes ses prérogatives en tant que responsable de la mise en œuvre du PA.</p> <p>La forêt de la FAYA, classée en 1943, fait partie de l'OAPF et son aménagement continue avec la nouvelle approche des marchés ruraux. Elle a été gérée en régie de 1943 à 1972. Avec l'arrivée de l'OAPF en 1972, 4184 ha de plantations ont été réalisés dans la forêt à base d'exotiques (Gmélina et Eucalyptus). Un premier PA fut élaboré en 1987 et l'aménagement participatif fut introduit. Ce plan fut appliqué de 1987 à 1995. A partir de 1995, avec l'adoption du système de co-gestion entre le SF, un opérateur privé et les communautés locales, un nouveau PA fut élaboré. Ce dernier PA fut révisé en 2005 par un autre opérateur privé AGEFORE et est en cours d'application actuellement.</p> <p>Le système actuel de gestion de la forêt est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la forêt est divisée en DIF ; - un agent forestier est affecté à chaque DIF ; - un contrat d'exploitation annuel est conclu entre la Direction Régionale et le marché rural qui regroupe un ou plusieurs groupements forestiers ; - en échange du contrat, la SRGB a le devoir d'assurer, à sa charge, certains travaux d'aménagement prévus dans le PA. <p>DIFFICULTES ET PERSPECTIVES</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contrôle ne peut pas être effectué par les populations car tout le monde se connaît ; - l'accès au marché urbain par les SRGB est limité par leurs faibles capacités ; - les services forestiers ont également une faible capacité de contrôle et d'appui technique ; - la concurrence de l'exploitation incontrôlée est une réalité et il faut y trouver une solution ; - la multiplicité des centres de décision est une contrainte à la GDRF ; - la responsabilité de l'opérateur privé est très limitée et ne concerne pas la mise en œuvre du PA qu'il a cependant élaboré. <p>Il est nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de renforcer la capacité d'intervention du SF ; - d'ouvrir des marchés agréés en zone d'exploitation incontrôlée ; - de mieux responsabiliser les chefs de zones vis-à-vis du PA ; - sécuriser le droit d'exploitation de la SRGB au-delà du contrat annuel.

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
	Abdoulaye KONATE, Président de l'Union des SRGB du cercle de Dioïla et le Président de la SRGB de Korokoro	<p>Monsieur KONATE explique les avantages de s'être organisé en SRGB et unions de SRGB.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cela permet aux exploitants de mieux se connaître à travers cette organisation ; - On lutte mieux contre la coupe frauduleuse ; - On connaît mieux les ressources forestières de notre terroir ; - Nous avons pu ouvrir un compte auprès de la KAFO, une banque agricole ; - Nous avons une voie et nous participons maintenant à toutes les rencontres. <p>L'organisation mise en place implique les principaux acteurs concernés. Ainsi, :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un premier groupe de 4 personnes composées de chasseurs et d'éleveurs peuhl assure la surveillance du massif ; il appréhende les délinquants et les conduit auprès du chef de village qui est, selon eux, le responsable suprême de la forêt. Ce dernier prodigue des conseils au délinquant, mais si celui-ci récidive, il est remis selon M. Konaté aux forestiers ; - Un second groupe de quatre personnes, les gestionnaires, assure la surveillance du marché. Il vérifie l'origine des produits en vente et impose une taxe supplémentaire aux produits qui ne sont pas issus de leur SRGB. Il s'agit à la fois de produits de fraude et de produits provenant d'autres marchés ruraux mais qui sont temporairement inaccessibles ; - Une personne assure la gestion du chantier ; il recueille les fruits des ventes et procède à leur répartition conformément à la grille fixant la composition du prix des produits. <p>Si la SRGB bénéficie du droit d'exploiter les produits, elle a aussi des obligations qui portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise en défens et la protection contre les feux ; - les reboisements ; - la surveillance du massif contre les défrichements et les pâturages incontrôlés ; - la prise en charge des salaires des surveillants et des gestionnaires ; - le respect des quotas et des normes d'exploitation : hauteur et diamètres de coupe, essences protégées etc. (mais cela reste théorique). <p>Pour accéder au marché, il faut avoir beaucoup d'argent pour payer à l'avance les permis d'exploitation ; cela fragilise la position des SRGB vis-à-vis des commerçants transporteurs.</p> <p>Ils aimeraient bien aussi pouvoir aller démarcher directement en centre ville mais ils n'en ont pas les moyens.</p> <p>Enfin, M. Konaté note que les SRGB de la commune n'ont pas eu de retour de la taxe forestière, via la commune, que ce soit sous lors de mandature précédente ou même la présente, bien que le Maire ait rassemblé les permis payés entre 2001 et 2005 pour aller faire des réclamations au niveau du cercle.</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
		<p>BILAN ET PERSPECTIVES :</p> <ul style="list-style-type: none"> - selon nous, la forêt se dégrade (non-respect des quotas) ; - le BE ne respecte pas ses engagements (retard dans l'obtention des agréments nécessaires) ; <p>Il faudrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir accès au marché de BMK, mais il est difficile d'y obtenir un point de vente et surtout un moyen de transport ; - instaurer une évaluation participative des BE ; - instituer une auto-évaluation annuelle de la SRGB, mettant en présence coopératives, autorités coutumières, communales et services forestiers déconcentrés.
	Bimba SAMAKE, Président du Comité Central de la Faya	<p>Le bureau du Comité central compte 15 membres représentant 16 comité villageois de base. Sa mission est de représenter les exploitants auprès de l'administration. A ce titre, le Comité a déjà soumis des problèmes au service forestier, notamment celui du paiement anticipé des taxes d'exploitation.</p> <p>Selon lui, ils sont libres de fixer les prix en tenant compte des dispositions en vigueur.</p> <p>Le constat fait est que la forêt se dégrade à cause de l'exploitation illégale. Cette exploitation les devance sur les parcelles en programmées de telle sorte que lorsqu'ils y arrivent, il n'y a plus rien à exploiter.</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
14/08/06	Alpha Aly MAIGA, chef de la Division Contrôle et Réglementation	<p>Le retrait apparent du service forestier peut s'expliquer.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avec l'avènement de la décentralisation en 1995 tout s'est passé comme si les services étaient quasiment inexistant ; en effet, ces derniers ont été démantelés et dispersés au sein de plusieurs ministères ; ce n'est qu'à partir de 2003 que le service a été réhabilité et reconstitué dans un Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement ; - La suppression du fonds forestier en 1993 a privé les SF de moyens d'action ; - Le personnel forestier a vieilli et l'âge moyen est de 45 ans ; ainsi, la plupart n'est plus apte à exercer le contrôle. <p>BILAN ET PERSPECTIVES</p> <p>Du point de vue du bilan, on constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les normes ne sont pas respectées ; - le marché est <i>de facto</i> déréglementé ; - ce sont les commerçants qui financent l'exploitation (ils s'arrangent après avec les agents forestiers chargés du contrôle) ; <p>il est donc nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de procéder à une mise à niveau de tout le monde ; - de faire jouer à chacun son rôle ; le rôle des SF étant essentiellement de gestion des FC, d'appui aux CT et de contrôle forestier ; - mobiliser les moyens nécessaires. <p>Il est ressorti de l'entretien avec M. Maïga les questions fondamentales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - quelle solution face au non-respect des normes d'exploitation ? - a qui revient le rôle de contrôle de la mise en œuvre des PAG ? le SF ?, la Commune ?, les Communautés locales ? - quel futur rôle pour les bureaux d'études (accompagnement dans la mise en œuvre des PAG, notamment en ce qui concerne le SEC ?) ; - quel accès pour les autres usagers : les éleveurs, les femmes (PFNL), les artisans (bois d'œuvre) ?

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
		<p>la démarche pourrait être progressive avec les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - maîtriser le flux en rendant obligatoire la vente des produits forestiers exclusivement au niveau de marchés agréés ; - constituer et sécuriser le domaine forestier communal ; - mettre en place une exploitation de type orienté durant les premières années afin que les exploitants puissent s'approprier progressivement le principe de l'aménagement forestier ; introduire progressivement des normes pour déboucher, au bout de trois à cinq ans, à l'adoption de PAG après qu'une évaluation participative de la gestion orientée ait été faite. <p>En effet, plusieurs raisons militent en faveur d'une telle approche :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exigence que l'élaboration du PA précède l'exploitation n'est pas réaliste ; - le système actuel ne fonctionne qu'au moyen d'un contrôle efficace, or, il y a une pénurie de ressources humaines ; - au lieu d'adapter la durée de la rotation à la possibilité annuelle, c'est plutôt la capacité d'exploitation des communautés locales qui déterminent la rotation ; - il faudrait probablement aller vers une véritable privatisation de l'exploitation en lieu et place d'une exploitation de type communautaire ; - à défaut, il faut améliorer la qualité de maîtrise d'œuvre des populations en matière de GDRF.
Lundi 14/08/06	M. Nampaa SANOGOO, Directeur du bureau d'études AGEFORE, ancien Directeur National des Eaux et Forêts	<p>Tout d'abord, M. Sanogoo tient à rappeler que les questions de transfert de responsabilité de gestion aux populations locales en matière de ressources forestières ne datent pas de la décentralisation. Elles ont été posées dès 1986, lors de la conférence nationale sur les métiers du bois. C'est là, selon M. Sanogoo qu'est né l'idée d'un marché rural de bois associé à un massif.</p> <p>Il rappelle ensuite les normes qui prévalaient à la gestion des forêts par les populations locales : il faut d'abord couper le bois mort, puis les arbres déperissants, puis les espèces qui ont une forte capacité de régénération, puis enfin les espèces que l'on estime être en fin de leur croissance. Cela ne devrait pas dépasser, selon M. Sanogoo l'idée d'une « coupe sanitaire ».</p> <p>1^{ère} difficulté : pour appliquer ces normes, il aurait fallu professionnaliser 3 à 4 personnes par village, sur le mode de la concession privée, et ces personnes auraient dû verser au reste de la communauté une redevance, en plus de celle qui payent à l'Etat et qui elle devait servir à reconstituer la ressource forestière. C'est l'idée de la taxe forestière.</p> <p>Mais d'une part, comme on n'a pas vraiment professionnalisé en ce sens, on a tapé essentiellement sur les acteurs les plus visibles du système qui sont les transporteurs.</p> <p>Et par ailleurs, l'ambition de cette taxe a été adaptée au niveau de pauvreté des gens.</p> <p>2^{ème} difficulté : l'établissement des quotas de coupe. Ceux-ci ont généralement été établis par les bureaux d'étude non pas en fonction de la possibilité de la forêt mais en prenant 75% de la productivité annuelle estimée. Cette attitude est jugée si frileuse par M. Sanogoo qu'elle en a été selon lui contre-productive : le quota, calculé de façon trop restrictive, a été vite dépassé et il ne sert pas d'outil de pilotage.</p> <p>En conclusion, il note, comme beaucoup de nos interlocuteurs, que le système de transfert de gestion est innovant au Mali, mais qu'il n'est pas appliqué de façon à être efficace, avec notamment un transfert de compétence incomplet et surtout un contrôle inopérant.</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
Mardi 15/08/06	Mme Fatoumata KANOUTE KONE, responsable du projet FAO « mise en place des réformes législatives et réglementaires dans le cadre de la GDRN »	<p>Le projet FAO de Mme KANOUTE a connu une première phase de juin 2005 à avril 2006 qui a concerné uniquement les ressources forestières. La phase actuelle qui court depuis septembre 2005 pour une durée de deux ans vise à élaborer une stratégie de GRN au niveau communal qui prenne en compte les ressources naturelles en général. L'approche mise en place est la suite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la révision et l'amendement des textes déjà élaborés (fin 2006) ; - le test de ces textes auprès d'un échantillon de communes (fin 2007) ; - finalisation et adoption des textes (fin 2008). <p>Dans le cadre de l'AMADER, un SEC a été mis en place.</p>

2. AU BURKINA FASO

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
Mercredi 16/08/06	M. Lambert OUEDRAOGO, Directeur Général de la Conservation de la Nature du Burkina Faso	<p>Selon M. OUEDRAOGO, « un PA est un processus participatif qui permet de se fixer des standards consensuels ». Mais à cela s'opposent les obstacles suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'analphabétisme des populations qui pose un grand problème de communication ; - le manque de tradition des populations en aménagement forestier ; <p><i>On peut donc valablement se poser des questions sur le « non-respect des standards imposés aux populations ».</i></p> <p>Concernant l'expérience burkinabé, le constat est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les PA actuels n'ont pas été adoptés selon les procédures en vigueur ; en outre, aucune inscription budgétaire ne permet de poursuivre avec de nouveaux PA, particulièrement dans le domaine protégé où le circuit administratif long et tortueux permet très difficile de classer une forêt pour l'exploiter ; - les services forestiers ont beaucoup de lacunes en rapport avec leurs missions, notamment en matière d'aménagement ; mais ils n'ont pas non plus de financement. M. Ouédraogo fait un constat sans appel : aucune ligne n'a été budgétisée au niveau des services forestiers pour réaliser un plan d'aménagement ou pour déplacer des agents sur le terrain. Tous les plans d'aménagement réalisés ces dernières années, ont été financés par des projets - les commerçants imposent leurs propres standards aux populations (choix des espèces, diamètre d'exploitation, non-ensérage du bois etc.) ; - l'implication des BE dans le processus concerne en particulier l'élaboration et l'évaluation des PA, l'appui au renforcement des capacités des populations. - l'absence de mécanisme formel de SEC et de contrôle par les SF de la mise en œuvre des PA ; ce mécanisme pourrait pourtant être pris en charge, selon M. Ouédraogo par le Fond d'Aménagement - en dépit des lacunes constatées dans l'application des plans d'aménagement, aucun agrément n'a été retiré à ce jour. M. Ouédraogo donne deux explications à ce fait : d'une part on arrive à la fin des aménagements sur les chantiers et donc ce n'est plus forcément le moment de retirer les agréments ; mais surtout, il considère que la forêt appartient de facto aux villageois. <p>Enfin, M. Ouédraogo est plutôt favorable à l'idée de confier les forêts communautaires à la gestion de concessions privées. Il estime en effet que ce que souhaitent les populations locales avant tout, c'est un revenu, pas forcément des responsabilités.</p> <p>Cela étant, le niveau d'intervention du privé doit, selon ses mots « être balisé ». Et une forte implication du privé doit être quoiqu'il en soit accompagné par un renforcement des équipes de forestiers sur le terrain. Or, le dernier recrutement date de 1992. Il y a malgré tout un espoir de recrutement pour 2007.</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
	M. Cyrille KABORE, Direction du Suivi Ecologique (DGCN) et M. Kimsé OUEDRAOGO, Direction des Forêts.	<p>Le système d'aménagement participatif au Burkina Faso peut être ainsi décrit :</p> <p>a) concernant les Forêts classées Après l'élaboration du PA, les groupements et leurs unions sont mis en place et un contrat de gestion est signé entre le Président de l'UGGF et l'autorité administrative locale compétente (pas le service forestier). Ce contrat consacre également la gestion du fonds d'aménagement à l'UGGF.</p> <p>b) concernant les Forêts des terroirs villageois (forêts protégées) Tout un processus d'animation permet, au bout du compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'identifier les villages intéressés ; - de délimiter les unités d'aménagement qui peuvent concerner un ou plusieurs villages ; - d'élaborer les PAG participatifs de ces unités ; - de mettre en place les groupements de gestion forestières ; - de créer le chantier d'aménagement forestier (CAF) qui regroupe plusieurs unités d'aménagement et de mettre en place l'UGGF. <p>De nos jours, six chantiers autonomes fonctionnent et gèrent effectivement 250 000 ha de forêts aménagées. Les organes de gestion du CAF sont : l'assemblée générale de l'Union et la Direction Technique dirigée par un forestier. L'AG approuve le rapport du Directeur technique, le programme d'activité et le budget soumis par ce dernier. Le SF assiste à l'AG avec pour rôle principal l'arbitrage et le contrôle technique. L'appui du SF à la mise en œuvre du PAG est en principe gratuit.</p> <p>Concernant la commercialisation, sur les axes conduisant aux chantiers aménagés, il a été mis en place des postes de commercialisation gérés par des commis à la commercialisation. Le processus de transaction est le suivant :</p> <p>a) à Ouagadougou</p> <p>Le grossiste-transporteur se présente au poste de commercialisation où il présente les documents afférents à l'exercice de sa profession. Le commis le renseigne sur l'UA auprès de laquelle il doit s'approvisionner. Sur le terrain, le grossiste est reçu par le Secrétaire du Bureau du GGF qui organise le chargement du camion et lui délivre un ticket portant les informations suivantes :</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
		<ul style="list-style-type: none"> - numéro du véhicule ; - nom du GGF ; - volume de bois chargé ; - date. <p>De retour, le grossiste se présente de nouveau devant le commis de commercialisation qui, au vu des informations inscrites sur le ticket, établit la facture et encaisse sur place le montant dû par le grossiste. Le commis se charge après de la répartition des différents fonds selon la grille suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taxe forestière : 300 FCFA ; - Fonds d'aménagement : 600 FCFA ; - Fonds de roulement : 200 FCFA ; - Rémunération du bûcheron : 1100 FCFA ; - Total : 2200 <p>b) à Bobo Dioulasso</p> <p>Le système de commercialisation est basé sur deux types de carnets à trois volets dont : un carnet de reçus et un de chantier comportant tous trois volets.</p> <p>Au départ, le grossiste se présente au service forestier qui détient le carnet de reçu. Il s'acquitte, à l'avance, du montant dû pour son chargement et l'agent forestier lui délivre deux volets du carnet de reçus. Le grossiste se présente alors au poste de contrôle situé à la sortie de la ville où il remet au délégué à la commercialisation qui est affecté à ce poste un volet du carnet de reçu et garde le second.</p> <p>Sur le terrain, le grossiste prend livraison du produit, conformément aux quantités indiquées sur le volet du carnet de reçu. Le moniteur lui délivre alors deux volets du carnet de chantier faisant office de bordereau de livraison. Un des deux volets du carnet de chantier est remis par le grossiste à son retour du terrain au délégué à la commercialisation installé au niveau du poste de contrôle à l'entrée de la ville.</p> <p>Le SF répartit alors les fonds selon la grille suivante :</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
		<ul style="list-style-type: none"> - Taxe forestière : 300 FCFA ; - Fonds d'aménagement : 250 FCFA ; - Fonds de roulement : 100 FCFA ; - Rémunération du bûcheron : 1100 FCFA ; - Total : 1750 <p>On constate que le prix du bois est moins élevé à Bobo qu'à Ouaga, probablement parce que la ressource y est plus abondante. En outre, les différents prélèvements ne sont uniformisés. Au moins le fonds d'aménagement devrait être fixé la différence entre Ouaga et Bobo est inexplicable.</p> <p>Comparé aux chantiers aménagés du Centre Nord (Kaya), les différences sont encore plus exacerbées. En effet la structure du prix du bois y est le suivant :</p> <p>Dans la sous-zone de Yabo :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taxe forestière : 300 FCFA ; - Fonds d'aménagement : 300 FCFA ; - Fonds collectif : 150 FCFA ; - Rémunération du bûcheron : 750 FCFA ; - Total : 1500 <p>Dans les autres zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taxe forestière : 300 FCFA ; - Fonds d'aménagement : 350 FCFA ; - Fonds collectif : 150 FCFA ; - Rémunération du bûcheron : 1400 FCFA ; - Total : 2200

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
		<p>La période de coupe et celle de la commercialisation est fixée respectivement du 1^{er} janvier au 31 mars et du 1^{er} mai au 30 septembre. Cela, semble-t-il pour à la fois laisser à la végétation la possibilité de régénérer et aussi pour inciter les gens à ne pas délaisser les cultures. Durant la période d'octobre à mai, seul l'exploitation du bois mort est autorisée aussi bien dans les chantiers qu'en dehors des chantiers.</p> <p>MM. Kaboré et Ouédraogo pensent tout deux qu'un système de taxation différentielle qui serait appliquée de façon mécanique n'est pas une panacée.</p> <p>Pour M. Kaboré, une des mesures prioritaires pour favoriser l'exploitation légale dans des zones aménagées serait de mieux contrôler la commercialisation du bois via des aires de ventes, éventuellement dans les chefs lieux de communes.</p> <p>M. Ouédraogo insiste quant à lui sur l'effort de formation qui doit être fait. L'apprentissage des techniques de gestion est selon lui très lent. 3 jours de formation ne sont pas suffisants. Il faudrait 3 semaines mais les projets refusent de supporter le coût de ces formations.</p> <p>Ce besoin d'apprentissage est par ailleurs selon lui accru par le fait que les savanes sont davantage multifonctionnelles que par le passé.</p> <p>BILAN ET PERSPECTIVE</p> <p>L'aménagement participatif au Burkina Faso constitue, à n'en pas douter, une avancée dans la GDRF. Mais tout comme au Mali, le système souffre de plusieurs insuffisances parmi lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faiblesse du contrôle exercé par le SF ; ce qui entretient une concurrence déloyale de l'exploitation incontrôlée sur les CAF ; - la constitution d'un lobby commerçant urbain omnipotent qui impose ses propres standards qui résultent à la fois de la demande de la ville mais aussi de leurs propres contraintes ; - l'insuffisance d'appropriation des outils de gestion forestière par les GGF avec pour conséquence le non-respect des standards imposés ; <p>Tout comme au Mali, la taxe forestière est fixée de manière uniforme. Une fois certains éléments fixés, ce qui devrait faire la différence entre les prix sont les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le fonds de roulement ou fonds communautaire ; - la taxe communale à prévoir dans un très proche avenir ; - la rémunération du bûcheron qui doit cependant respecter un plancher minimum. <p>Ces éléments peuvent faire l'objet de négociation.</p> <p>Quant aux éléments qui devraient être fixés par le SF par région, il s'agit de la taxe forestière et du fonds d'aménagement forestier.</p> <ul style="list-style-type: none"> - la taxe forestière qui si elle doit être moins élevée dans les chantiers aménagés qu'en zone d'exploitation incontrôlée ; - le fonds d'aménagement qui doit être fixé à partir d'une évaluation plus concrète des charges de gestion de la forêt. <p>On peut suggérer que ces deux éléments soient fusionnés et qu'une grille de répartition fixe les montants du fonds d'aménagement qui revient au massif forestier, de la taxe d'exploitation qui revient à l'Etat et de la taxe communale. Du reste, il est déjà prévu que la taxe forestière sera répartie entre l'Etat et la commune.</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
		<p>Le fait de limiter la période coupe du bois vert à cinq mois par an est une mesure contre-productive pour des raisons évidentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bois mort à lui seul ne peut assurer tous les besoins de consommation pendant sept mois. Cela veut dire donc qu'on encourage l'exploitation illégale de bois vert hors zone aménagée, également probablement durant la période d'ouverture de la coupe de bois vert ; - la mesure d'interdiction de coupe de bois vert est tout simplement contre tout bon principe d'aménagement, dans la mesure où seule une forêt exploitée est productive. On gagnerait plutôt à former tous les bûcherons aux bonnes techniques d'exploitation et à la législation forestière, plutôt que de vouloir imposer une mesure dont on n'a pas les moyens de sa mise en œuvre. <p>Enfin, le fait de sécuriser l'accès au marché pour les CAF peut paraître a priori une bonne chose. Mais à la longue, il s'agit de faire de ces chantiers des entreprises viables c.-à-d., capables de se défendre sur le marché. Il est probablement plus judicieux de laisser vraiment jouer la loi de l'offre et de la demande plutôt que de vouloir administrer le marché.</p>
	<p>M. Urbain BELEMSOBGHO, Directeur de la Faune et des Chasses du Burkina Faso (DGCN).</p>	<p>La gestion de la faune au Burkina Faso a connu plusieurs phases, tout comme les forêts. La phase la plus longue est celle de la gestion en régie du domaine forestier cynégétique de l'Etat et de l'organisation de la chasse sportive. Durant cette période qui court depuis la colonisation jusqu'au début des années 80, aucun plan d'aménagement n'a été élaboré. Un minimum de standards était simplement appliqué, notamment en ce qui concerne la lutte anti-braconnage et le contrôle des feux.</p> <p>L'implication des populations dans la gestion de la faune date pratiquement de 1984 avec l'instauration de la chasse villageoise. On était convaincu que la responsabilisation des populations était une des conditions importantes pour une gestion durable des ressources. Cela a été le point de départ d'une dynamique de mise en place de zones villageoises d'intérêt cynégétique (ZOVIC) gérées des Comités Villageois de gestion de la Faune.</p> <p>En 1996 a été introduite la grande réforme de la gestion de la faune au Burkina Faso, réforme basée sur un partenariat tripartite entre l'Etat, les Communautés de base et les opérateurs privés. De nos jours, il s'agit bien plus d'un partenariat bi que tri partite étant donné que les communautés locales n'assurent pratiquement aucune responsabilité dans la gestion des grandes zones cynégétiques toutes concédées à des privés ; mais la question qui se pose est précisément de définir le type de participation pour les communautés locales. L'exemple du projet de gestion Participative des Ressources Naturelles et de la Faune (GEPRENAF), actuellement poursuivi par le PAGEN prend le contre-pied du modèle qui prévaut au niveau des Zones cynégétiques du pays. Là, c'est une association villageoise qui détient la maîtrise d'œuvre et qui compose avec divers autres acteurs dont les opérateurs du tourisme cynégétique. On peut qualifier cette expérience de « partenariat bipartite Etat/Population » ces dernières étant représentées par l'Association de Gestion des ressources Fauniques.</p> <p>Actuellement cohabitent donc deux grands modes gestion de la faune au Burkina Faso : la régie et le partenariat. La régie concerne toutes les aires de faunes qui n'ont pas été concédées. Quant au partenariat pour la gestion de la faune, on distingue</p> <ul style="list-style-type: none"> - le partenariat Etat/Opérateurs privés ; - le partenariat Etat/ONG ; - et le partenariat ETAT/populations locales. <p>Concernant les standards appliqués, ils varient en fonction du type de gestion.</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
		<p>Pour la gestion en régie, il faut noter que depuis l'existence des aires de conservation de la faune, aucun PA n'a été élaboré sauf récemment avec l'adoption du PAG du Ranch de Gibier de Nazinga.</p> <p>Concernant le partenariat avec les opérateurs privés et les ONG, le SF a aidé les opérateurs à élaborer des PA qui, pour la plupart, ont servi de faire valoir pour obtenir les concessions plutôt que de guides pour la gestion des dites concessions. Ces PA sont en cours d'évaluation.</p> <p>Concernant les populations, deux cas de figure existent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de l'AGEREF, le processus du PA a été participatif et les standards ont été adoptés de manière consensuels ; - dans la plupart des cas, les ZOVIC n'ont pas reçu le même accompagnement et ne bénéficie donc pas de PA. Leur évaluation est déjà programmée. <p>En conclusion on peut estimer que, bien que n'ayant pas été fixés de façon formelle, les standards de gestion existent dans les faits et sont appliqués. Il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la protection contre le bétail ; - de la lutte anti-braconnage à travers la surveillance ; - du respect des quotas ; - de la gestion des feux ; - de l'entretien des pistes de visite. <p>Il est évident que de tels standards sont difficiles à respecter dans un contexte où plusieurs acteurs poursuivant souvent des objectifs contradictoires exploitent le même espace.</p> <p>L'accès au marché reste largement dominé par les opérateurs privés pour ce qui concerne le marché touristique international, tandis que les autres acteurs n'ont accès qu'au marché local qu'ils jugent par ailleurs peu rentable. Le manque de compétence et l'insuffisance de moyens financiers des populations locales sont les facteurs les plus critiques. Par ailleurs, selon M. Belemsongho, l'intérêt économique des ZVIC réside actuellement plus dans l'accueil de chasseurs que dans la chasse elle-même, car les quotas qui sont appliqués sont plus de type conservateur qu'économique. Et donc les ZOVIC ne sont actuellement pas grande source de gain économique..Avec l'arrivée des communes il faudra probablement renégocier le système actuel de gestion de la faune et des forêts.</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
Jeudi 17/08/06	Jean-Paul LAUDE, conseiller technique du Ministre de l'Energie et M. Bassirou OUEDRAOGO, Directeur des énergies traditionnelles, Direction Générale de l'Energie	<p>La Coopération Danoise soutient la filière bois-énergie depuis le début des années 90 sous le Programme RPTES (Programme Régional d'Approvisionnement en Energies Domestiques). Ce programme a permis d'organiser la filière bois-énergie, notamment dans les régions du Centre-Nord et du Centre-Est. De nos jours c'est le sous le Programme d'Appui au Secteur de l'Energie (PASE) que ce pays continue de soutenir la filière.</p> <p>Selon M LAUDE, le modèle burkinabé est démocratique car bâti sur des groupements réunis en unions. Ces Unions commencent à s'opposer au service forestier mais leurs performances sont à la baisse. Il n'existe pas véritablement d'indicateurs tangibles pour suivre cette expériences des chantiers et la multiplication des centres de décision qui ne communiquent pas entre eux au Ministère de l'Environnement, de même que la montée en puissance des Directions Régionales, n'aident pas savoir où on en est. Il y a cependant une baisse probable de production. Cette baisse s'explique selon M. Laude d'une part, par le fait que les équipes de direction technique sont encore un peu lourdes pour réellement autonomiser les UGGF et leur donner les moyens d'augmenter leurs performances. D'autre part, il existe comme un phénomène d'usure du concept de chantier qui demande probablement, selon M. Laude, de s'attaquer en priorité à la question de la commercialisation du bois et du lien avec les transporteurs.</p> <p>Le rendement du transport n'est actuellement très performant avec des rotations de 2 à 3 jours, du matériel qui se dégrade et s'embourbe en saison des pluies. Un progrès serait de tenter de rationaliser ce transport avec des rotations de 1 jour. Mais cela demande au préalable d'étudier combien gagne actuellement les transporteurs sur un stère de bois. Il y a 2 ans, avec un baril de pétrole à 20-30 dollars, ils gagnaient environ 30% sur un stère vendu en ville. Avec un baril à 65-75 dollars, et alors que le prix du bois n'a pas augmenté, ils gagnent combien ?</p> <p>Le modèle développé au Centre nord repose sur l'adoption d'un plan d'aménagement simplifié, la constitution d'unions de groupements de gestion forestière et la mise en place d'une organisation des grossistes-transporteurs.</p> <p>Il n'existe pas de SEC, même si récemment, la Direction du Suivi-écologique s'y attèle à travers l'adoption d'un certain nombre de critères et d'indicateurs.</p> <p>Il serait utile de reconsidérer la possibilité d'une implication plus durable des opérateurs privés (bureau d'études notamment) dans la gestion des CAF et autres forêts aménagées de l'Etat. Cela, dans un souci de GDRF, de CDB et de diversification des produits tirés de la forêt.</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
	M. Issa KANAZOE, Vice-Président de TISS la VIIM (association des grossistes-transporteur de bois et charbon de bois)	<p>La profession de grossiste-transporteur est reconnu par la loi.. Kanazoé, dénonce l'arrivée de nouveaux acteurs dans la filière, souvent des prête-noms de personnes haut placées, politiques ou militaires, qui leur livre une concurrence selon eux, illégale. Ces nouveaux arrivants disposent de moyens de transport plus efficaces et font plus de rotations que les anciens de la profession qui ont, semble-t-il beaucoup de mal à rénover leur parc de camions. Pour M. Kanazoé qui voit dans cette concurrence un affaiblissement du lobby puissant qu'ils constituaient jusqu'alors, réclament que les conditions d'exercice de la profession soient plus rigoureux et que ceux qui y ont droit soit explicitement identifiés pour éviter des intrus. M. Kanazoé pense par ailleurs que la modernisation des transports du bois passe par une revalorisation du prix du bois qui n'a pas suivi celui de l'augmentation du coût du pétrole et donc du transport.</p> <p>Relativement à l'organisation de l'exploitation du bois, il juge l'expérience des chantiers positives pour eux car cela facilite grandement leur tâche de récolte. Il comprend que de leur côté les exploitants forestiers souhaitent acquérir des moyens de commercialisation, mais n'ont pas de moyens financiers pour cela, eux-mêmes ayant déjà du mal.</p> <p>Enfin, il dénonce le procès qui est fait aux grossistes – transporteurs d'orienter le marché en privilégier quelques espèces, notamment le Detarium qui vont se dégrader plus facilement. Ils rejettent cette responsabilité au niveau des revendeurs qui veulent du bois facile à refendre tandis que eux préféreraient du gros bois, plus facile à transporter.</p> <p>En conclusion cependant, il convient de signaler que l'association semble très bien organisée et que sa puissance de lobby ne se dément pas malgré les difficultés évoquées par M. Kanazoé. Récemment, ils ont été à l'origine de la dénonciation de pratiques frauduleuses par les services forestiers, une affaire qui a fait grand bruit à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso.</p>
	M. Adama OUEDRAOGO, responsable du RGN	<p>Le Ranch de gibier de Nazinga qui se réclame être le premier ranch du genre en Afrique de l'Ouest, constitue probablement un des rares exemples d'une gestion en régie « réussie » par le service forestier. Pendant longtemps, cependant, le RGN était géré sans plan d'aménagement. Lacune qui vient d'être comblée très récemment. Selon son Directeur Monsieur OUEDRAOGO, le RGN est capable de s'autofinancer. Cette gestion en régie limite malheureusement la portée de la participation des villages riverains qui n'ont plus qu'un accès très réduit à la ressource. Il est craindre que des revendications ne surgissent à la faveur de la décentralisation qui pourrait amener les populations à utiliser les nouvelles communes pour mieux faire entendre leurs voix. Une chose à déplorer est le caractère extraverti de la gestion de la faune qui de nos jours semble entièrement tournée vers le marché extérieur. Cela découle en grande partie du partenariat Etat/Privé qui a pris place à partir de 1996 et a permis le secteur privé d'investir la filière et d'en tirer l'essentiel des profits.</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
Vendredi 18/08/06	M. Omar DJIGUEMDE, Directeur Technique du Chantier de CASSOU Et le Groupement de Gestion Forestière du Village de OUPON, chantier de CASSOU	<p>Le Directeur technique du chantier de Cassou mène le pari de faire du chantier un business capable de prospérer grâce à l'exploitation forestière. L'équipe technique a en charge de veiller à l'application du Plan d'aménagement et de gestion ainsi que de la commercialisation des produits forestiers. Une partie des revenus ainsi générés est replacé sous-forme d'actions auprès d'une société de la place.</p> <p>Cet activisme, tout à fait louable n'est cependant isolé. Et la principale difficulté à laquelle est confrontée le chantier de Kassou semble être lié à... l'activisme d'autres businessmen, venant de la ville ou « déflatés » de Côte d'Ivoire qui défrichent de grandes parcelles de culture, ce qui conduit à davantage de pressions des bûcherons sur les portions aménagées de la forêt et davantage de conflits aussi entre bûcherons et populations riveraines.</p> <p>La préoccupation de la direction du chantier de diversifier les produits forestiers commercialisables et labellisables est forte et elle tente de tisser des partenariats avec des opérateurs privés pour promouvoir certains produits (beurre de karité par exemple). La gestion professionnelle d'un chantier forestier est donc possible et cela remet au goût du jour la possibilité de privatiser de tels chantiers au moyen de cahiers de charge soigneusement étudiés. La diversification des emplois qui pourrait accompagner celui des produits devrait contribuer à alléger la pression d'exploitation de la ressource bois de feu qui s'opère actuellement dans une grande complicité entretenu par le groupement de gestion forestière du village. Ce dernier reconnaît sans ambiguïté que le quota de coupe est rarement respecté. A défaut de mettre la pression sur les parcelles aménagées, l'exploitation frauduleuse se développe en dehors de ces parcelles et fait courir un risque de dégradation réel de la ressource à la lisière du massif. A cela s'ajoute, selon le GGF, la faiblesse du prix d'achat du bois qui en réalité est imposé par le grossiste qui ne manque de faire du chantage et d'abuser de sa position pour tirer le maximum. A tel point qu'il lance un appel pour le renforcement de l'Union dont il fait partie : la dynamique interne semble largement compromise par un lobby commerçant puissant qui dicte sa loi et le salut ne peut venir que de dehors !</p>
	M. Abdoulaye NAMA, Secrétaire de la Fédération Nationale des Unions de Groupements de Gestion Forestière et M. Corenthin SAWADO	<p>Il existe 13 unions adhérentes à la Fédération qui a été créée le 13 décembre 2003. Le rôle de cette fédération est d'être une plate-forme de concertation entre unions et une force de proposition vis-à-vis des services forestiers et des grossistes-transporteurs. Ce rôle se décline de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Partager une même vision de la commercialisation du bois dans les zones aménagées mais aussi non aménagées et donc à aménager pour le bénéfice des populations locales - Promouvoir un système de taxes qui permette de gérer durablement la ressource et d'harmoniser la fiscalité forestière - Essayer d'organiser l'enlèvement du bois dans les coins les plus reculés, en se concertant avec les grossistes-transporteurs lors de réunions de programmation où se décident les dates d'enlèvement en fonction de l'accessibilité des chantiers <p>Enfin, M. Nama souhaite faire du lobbying pour que la part du fond d'aménagement dans la taxe forestière, qui est selon lui de l'argent public, serve véritablement à aménager les forêts</p>
Samedi 19/08/06	Comité Villageois de Gestion de la Faune du Village de BOUMOANA, Département de Fada N'Gourma et M. Paul DJIGUEMDE Directeur Provincial Environnement et Cadre de vie à Fada	<p>L'exemple de Boumoana, où un comité inter villageois gère un massif de plus de 5 000 ha pour la protection de la faune peut faire rêver nombres d'autres villages. En effet, grâce à cette initiative née en 1998, Bomoana a pu attirer de nombreux financements extérieurs motivés principalement semble-t-il par leur effort de conservation. Selon les villageois, leur initiative aura permis de construire et d'équiper des infrastructures socio-économiques et socio-éducatives diverses qui font la fierté de la localité. L'exploitation commerciale du massif reste cependant un objectif qui mobilise les énergies et nourrit les réflexions. Pour l'heure les efforts sont encore dévoués à la protection et à la reconstitution des populations fauniques en vue d'une exploitation touristique ultérieure. La conservation peut-elle devenir une prime à l'aide au développement, c'est ce que semble prouver l'exemple de ce village, encore faut-il être capable de généraliser une telle approche qui semble avoir avant été l'œuvre d'un chef de village visionnaire, aujourd'hui défunt, et d'une population dynamique à sa suite !</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
	Groupement YANGNEMA du secteur 9 de la ville de Fada N'Gourma	La justification économique d'une entreprise villageoise de gestion forestière peut difficilement se retrouver dans l'exemple de ce village dont un groupement de paysans a délibérément décidé de délimiter une partie du terroir de la commune dont elle fait partie, à des fins de conservation. La fierté du Comité de gestion réside dans le fait d'avoir pu soustraire cette portion de massif forestier de 325 ha à une dégradation inévitable. Pour le moment, le souci de rentabiliser l'affaire reste encore assez flou, probablement du fait de la faiblesse des opportunités et potentialités réelles. Le comité mène jusqu'à présent des travaux de réhabilitation et d'enrichissement qui pourraient en effet augmenter la valeur future du massif. Tous ces travaux s'exécutent sur une base volontaire. A défaut d'attirer autant de bienfaiteurs que l'exemple précédent, la proximité de la ville lui réserve cependant probablement un bel avenir de parc urbain.
Lundi 21/08/06	M. Sibiri KABORE, Directeur Régional de l'Environnement et du Cadre de Vie du Centre Nord et M. Moussa OUATTARA, chef de service régional d'aménagement des forêts	<p>C'est grâce au volet "forêts sèches" du RPTES financé par le Danemark que la filière bois-énergie a pu être organisée au Centre Nord, notamment dans la province du Sanmatenga où deux Unions ont pu être mises en place récemment. Il s'agit de l'Union de Barsalogho-Korko et celle de Yabo. Ces deux unions totalisent 35 groupements qui gèrent 35 000 ha dont 1600 sont sous forêt classée.</p> <p>La démarche est la suivante :</p> <p>Les villages intéressés se manifestent et une animation est conduite dans ces villages pour aboutir à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification d'un massif forestier aménageable ; - la délimitation dudit massif ; - sa cartographie ; - son inventaire y compris le bois d'artisanat ; - l'élaboration du PAG simplifié ; - la mise en place des groupements et des unions de groupement. <p>Les standards appliqués sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la protection contre le bétail et les défrichements anarchiques ; - la lutte contre les feux de brousse ; - la restauration des sols nus ; - l'entretien d'un réseau de piste ; - l'exploitation de bois vert à partir de 2004. <p>La rotation est fixée à 12 ans.</p> <p>Un cadre de concertation entre acteurs de la filière a été créé. C'est à ce niveau que sont discutés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les prix du bois en fonction des différentes zones ainsi que sa structure qui tient compte des éléments suivants : le fonds d'aménagement, la taxe forestière, le fonds communautaire et la rémunération du bûcheron. - Les formations et autres mesures d'accompagnement nécessaires ; à ce titre les Unions ont reçu à titre de subvention 200 charrettes pour le transport du bois jusqu'au marchés ruraux. <p>Dans le cadre de la communalisation, les massifs forestiers seront la propriété des communes qui signeront des contrats avec les Unions de Gestion forestière.</p>

DATE	PERSONNE RENCONTREES	SYNTHESE DES DISCUSSIONS EN RAPPORT AVEC LES TDR
		<p>BILAN ET PERSPECTIVES</p> <p>L'expérience du Centre-Nord combine l'approche « marchés ruraux » en vigueur au Mali et au Niger à celle développée au Burkina Faso. Elle innove au moins sur deux aspects :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La révision à la baisse du niveau des standards exigés à travers une démarche et un PAG simplifiés ; - la mise en place d'un cadre formel de concertation entre les acteurs de la filière. <p>La principale critique concerne la protection des CAF à travers l'administration du marché de bois, ainsi que la faible maîtrise de l'exploitation hors chantier aménagée qui fournit encore la plus grande partie du bois commercialisé.</p>
	Union des Grossistes transporteurs de Sanmatenga. M. Victor OUEDRAOGO, Président et sa suite.	<p>L'Union des Grossistes-transporteurs du Sanmatenga regroupe trois groupements de base. Il se veut un interlocuteur sérieux et responsable face au SF et les exploitants. Ils militent pour une GDRF car, disent-ils, c'est la source de notre gagne-pain. Ils soutiennent la nouvelle organisation de la filière, car, devant l'éloignement des zones d'approvisionnement, il est plus facile de s'approvisionner dans un chantier. Ils reconnaissent que, pour le moment, le bois issus des chantiers aménagés ne représente qu'une faible part du bois commercialisé, mais se disent prêts à accompagner la création de nouveaux chantiers. Leur principale revendication est la création d'un marché de l'Union où ils pourraient entreposer et vendre leurs produits, sachant que les moyens de transport des lieux de coupe au lieu de vente (essentiellement des charrettes) restent individuels et qu'ils n'envisagent pas d'achat de transport en commun.</p>
	Union des Groupements de Gestion Forestière de Barsalogo/Korko. M. Souleymane OUEDRAOGO, Président et sa suite	<p>L'UGGF/Barsalogo/Korko a été créé en 2000 selon le récit historique suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - décembre 1999, prise de contact avec les villages par une mission du service forestier. Les villages volontaires se sont alors manifestés ; - janvier 2000, mission de sensibilisation et voyage d'étude à Bognounou et Cassou ; délimitation du massif forestier élaboration du PAG ; mise en place des groupements ; - 2001 à 2004, travaux de restauration de la forêt : reboisement, mise en défens et protection contre les feux de brousse ; - 2004 : visite du ministre de l'Environnement ; - 2004 à 2005 collecte et vente du bois mort (à raison de 2250frs/charretées) ; - 2006 : formation de moniteurs et exploitation du bois vert. <p>Le point de vue des paysans est que l'organisation de la filière sous cette forme est bien plus préférable à l'ordre ancien pour des raisons diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la ressource est mieux protégée et elle se régénère : ils ont vu des éléphants dans leurs forêts l'an passé et encore cette année ; - l'exploitation interdite dans les terroirs des villages où il y a des groupements. <p>Toutefois il existe de nombreuses difficultés liées notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la faiblesse de la rémunération des bûcherons (750 fr. seulement contre 1400 ailleurs) ; - au débardage et à l'enstérage qui sont très pénibles et nécessitent des solutions alternatives (charrettes pour le débardage) ; - l'enclavement en saison de pluies. Sur ce point, ils ne sont pas pour moduler le prix en fonction de l'accessibilité afin d'inciter les grossistes à venir leur acheter du bois, mais plutôt à ce que les grossistes en une rotation soient obligés de passer enlever leur marchandise. <p>Du point de vue des perspectives, ils comptent renforcer leurs activités et lutter pour de meilleures conditions d'accès au marché et de rémunération. La diversification des produits est également perçue comme une possibilité économique.</p>

